

LE
MONDE

Libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 206 — NOVEMBRE 1974 — Prix 3 F



L'ÉCOLOGIE

Une nouvelle
bonne Conscience !



Il est grand temps d'y penser !

FOP 2520

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE

LOUISE-MICHEL

10, rue Robert-Planquette,
à 20 h 30

Jeu 10 octobre devait avoir lieu au local une conférence de Bancal sur Proudhon. Pour des raisons de santé, il n'a pas pu la faire et c'est donc Maurice Joyeux qui nous a fait une analyse de la pensée de Proudhon. Le jeudi suivant, Laisant nous a montré l'action des anarchistes (surtout des internationalistes) dans la Commune de Paris.

Ce mois-ci, R. Hagnauer traitera de la pensée de Kropotkine et de ses répercussions sur le mouvement anarchiste mondial. Ce cours sera immédiatement suivi d'une analyse sur les propagandistes par le fait.

Bernard Thomas (auteur de plusieurs ouvrages que tout militant doit avoir lu) nous fera une conférence dont le thème est celui d'un de ses livres : « Les Provocations policières ».

Nous terminerons la série de cours de ce mois par une étude sur la pensée de Michel Bakounine.

Jeu 7 novembre : Kropotkine, par R. Hagnauer.

Jeu 14 novembre : La propagande par le fait, par Floréal.

Jeu 24 novembre : Les provocations policières, une conférence de Bernard Thomas, auteur du livre « Les Provocations policières ».

Jeu 28 novembre : La 1^{re} Internationale (1^{re} partie), par Maurice Joyeux.

Jeu 5 décembre : La 1^{re} Internationale (2^e partie), par Maurice Joyeux.

COLLOQUES-DEBATS

à 17 h 30

Groupe libertaire Louise-Michel,
10, rue Robert-Planquette,
75018 Paris

Samedi 2 novembre

● Pas de colloque (vacances scolaires). Permanence à partir de 17 h 30.

Samedi 9 novembre

● La Mongolie actuelle, par Emmanuelle.

Samedi 16 novembre

● La prostitution, par André Breugnot.

Samedi 23 novembre

● La fonction de l'immigration ouvrière en France, par Joseph Bernet-Rollande.

Samedi 30 novembre

● Pas de colloque. Permanence à partir de 17 h 30.

Samedi 7 décembre

● La pollution des eaux, par Norbert Buffard.

GRANDE TOMBOLA

organisée
par le groupe libertaire
GERMINAL

Tirage le 18 janvier 1975

- 1^{er} prix : « La 1^{re} Internationale en Espagne (1868-1888) », par Max Nettlau.
 - 5 prix suivants : « Durruti, le peuple en armes », par Abel Paz (ou un ouvrage du même prix, en vente à Publico).
- Billets 5 francs à Publico

Nous rappelons que les contacts avec la Fédération Anarchiste doivent être pris 3, rue Ternaux, 75015 Paris.

La Fédération Anarchiste a participé au Congrès Antimilitariste Européen qui s'est tenu en Belgique les 18, 19 et 20 OCTOBRE.

Au cours des travaux de ce congrès, les militants de la Fédération Anarchiste ont défendu les thèses et les pratiques libertaires face au « terrorisme intellectuel » de soi-disant « antimilitaristes » inconditionnels de l'armée rouge ou populaire. Nos militants ont rappelé qu'actuellement l'antimilitarisme est dévoyé par les marxistes qui en limitent le sens à une lutte contre les armées occidentales actuelles.

Avec les pacifistes, les anarchistes ont défini le véritable antimilitarisme comme l'abolition immédiate de toutes les armées, bourgeoises ou populaires. Ils ont re-

fusé le l'objection de conscience, l'insoumission ou la désertion deviennent des stratégies anticapitalistes mais qu'elles conservent toutes leurs nuances, sans être considérées non plus, comme les seules méthodes avec le travail dans les casernes, pour la lutte antimilitariste.

Les anarchistes ont refusé que cette lutte transforme les forces pacifistes en troupes de soutien à l'impérialisme de Moscou ou de Pékin contre l'impérialisme américain. La lutte doit être menée contre tous les pactes militaires et contre la propagande de tous les blocs totalitaires.

Alors que les gauchistes défendaient une syndicalisation dans l'armée, une mobilisation autour des droits du militaire tel que « l'appel des 100 » en France, les anarchistes ont invité le congrès à réfléchir sur notre éventuelle contribution à l'amélioration du statut

des soldats : les antimilitaristes ne doivent pas être des outils pour aménager une structure qu'ils sont sensés combattre.

Les militants libertaires ont remarqué qu'en Europe les organisations prochnoises et trotskistes mènent une subversion coordonnée à l'encontre des mouvements pacifistes et non-violents. Ils se sont opposés à leur main mise sur les orientations du Congrès Antimilitariste Européen.

Pour les libertaires, la militarisation actuelle n'est qu'un aspect de la totalitarisation de notre continent en particulier, et de la planète en général. L'individu est, plus que jamais menacé par la disparition de son identité au sein de la masse. Face à la crise économique mondiale, les anarchistes appellent les hommes à désertier leur allégeance à l'autoritarisme pour créer la société de liberté.
FEDERATION ANARCHISTE.

« LES ANARCHISTES ET LA GUERRE EN PALESTINE »,

par Maurice JOYEUX

Prix : 8 F
Editions LA RUE

Le directeur de la publication
Maurice Laisant

Imp. « E.P. »

232, rue de Charenton, Paris-12^e

Diffusion S.A.E.M.
Transports Presse
Commission paritaire : N° 55.635
Dépôt légal 3^e trimestre 1974

PRÈS DE NOUS

COMMUNIQUE

Afin de mieux servir les organisations amies, de mieux faire connaître leur activité, de faciliter leurs échanges sur le plan international

SAT-AMIKARO

67, avenue Gambetta,
75020 PARIS

diffuse la langue universelle espéranto par des cours oraux (gratuits) ou par correspondance (ouverts toute l'année), ou pour la fourniture de matériel d'étude.

Pour élargir les relations de l'organisation dans laquelle vous militez ou agissez, pour profiter de l'expérience acquise dans les pays non francophones par ceux qui veulent atteindre le même but que vous, pour les faire profiter de votre propre expérience, apprenez et utilisez l'espéranto.

L'UNION PACIFISTE DE FRANCE

4, rue Lazare-Hoche,
92100 Boulogne-sur-Seine

organise

son Congrès annuel le

DIMANCHE

10 NOVEMBRE 1974

à partir de 9 heures

à ORLEANS (Loiret),

à l'Université

d'Orléans-la-Source

près du « Parc Floral »

Moyens d'accès :

— S.N.C.F. : gare d'Orléans.

En face de la gare, place Albert-1^{er}. Cars TREC. Ligne « S », direction « La Source ». Descendre à l'arrêt « Châteauneuf ». Départ de la gare : 7 h 45, 8 h, 8 h 15, puis toutes les 30 minutes.

— ROUTE : prendre la N 20 (route de Vierzon), direction « Parc Floral » (par Olivet ou par le périphérique).

Groupe JULES-DURAND
Cercle d'études sociales

RECITAL

GILLES SERVAT

au Petit Théâtre

28, rue Général-Sarrail, Le Havre

Location des 8 et 9 novembre, de 17 h à 20 h

Librairie Pochopresse, rue René-Coty (face au C.N.C.)

GROUPES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

AIN

OYONNAX. Groupe Libertaire.

BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER

MONTLUÇON-COMMENTRY.

Groupe Anarchiste.

VICHY. Liaison F.A.

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE

Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communautaires.

ALPES-MARITIMES

NICE

Groupe Anarchiste Insurrection.

BOUCHES-DU-RHONE

MARTIGUES. Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME

SAINTES.

Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.

CHER

VIERZON. Liaison F.A.

COTE-D'OR.

DIJON.

Groupe Libertaire Sébastien Faure.

GUINGUAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS

BESANÇON

Groupe Bisontin. Groupe Proudhon.

DROME

MONTLIMAR. Liaison F.A.

EURE-ET-LOIR

CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.

BONNEVAL. Liaison Anarchiste.

GIRONDE

BORDEAUX.

Groupe Anarchiste Sébastien Faure.

Réunion chaque mois sur convocation. Le cercle d'étude libertaire ; tous les jeudis à 21 h 30, 7, rue du Muguet, Bordeaux (causerie-débat).

HERAULT

MONTPELLIER. Liaison F.A.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE

TOURS. Groupe Tourangeau.

CHINON. Liaison F.A.

LOIRE

SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.

LOIRE-ATLANTIQUE.

NANTES. Groupe Anarchiste.

Pour tous contacts écrire à N. Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 Rezé.

Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piou, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER

VENDOME. Liaison F.A.

BLOIS. Groupe Anarchiste.

MER. Liaison F.A.

LOT

GORDON. Groupe Anarchiste.

LOT-ET-GARONNE

AGEN.

Groupe Increvable Anarchie, édité

« l'Increvable anarchie ».

LOZERE

MARVEJOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE

ANGERS.

Groupe ni Dieu ni Maître.

SAUMUR. Liaison F.A.

DURETAL. Liaison F.A.

MORBIHAN

VANNES. Groupe Anarchiste.

LORIENT. Groupe Anarchiste.

MOSELLE

METZ. Groupe Libertaire.

NIEVRE

NEVERS. Liaison F.A.

NORD

LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.

Groupe Kronstadt.

Groupe « Nous sommes la tem-
pête ».

Groupe lycéen et étudiant de pro-
pagande libertaire.

PAS-DE-CALAIS

ARRAS. Groupe Artésien.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND.

Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES

BAYONNE-BIARRITZ.

Groupe Anarchiste.

PYRENEES-ORIENTALES

PERPIGNAN.

Groupe l'Intransigeant.

RHONE

LYON.

Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

SEINE-MARITIME

LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

BOLBEC LILLEBONNE.

Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SOMME

AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR

TOULON. Liaison F.A.

VAUCLUSE

AVIGNON. Liaison F.A.

VIENNE

POITIERS.

Groupe Libertaire Sébastien Faure.

YONNE

AUXERRE-AVALLON.

Groupe Anarchiste.

PARIS

GROUPE SOLEIL NOIR.

LIAISON DES POSTIERS - EDITE

« GESTION DIRECTE ».

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-
MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABESESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire à : Maurice JOYEUX, 24, rue Paul-Albert, Paris-18^e ou téléphoner au 076-57-89.

13^e, 5^e, 11^e arrondissements

GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO DURRUTI.

13^e, 14^e arrondissements

GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-

Moulineux, Meudon

GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

20^e arrondissement

GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

BANLIEUE SUD

GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-Reine.

GROUPE NI DIEU NI MAITRE - Cachan, Bagneux.

GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-ANTONY.

CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POULENC - Vitry-sur-Seine.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy, Chennevières.

BANLIEUE EST

GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Montreuil, Rosny, Gagny.

GROUPE HAN RYNER - Vincennes, Noisy.

GROUPE LIBERTAIRE DE LAGNY.

BANLIEUE NORD

GROUPE LA BOTIEE - Nord des Hauts-de-Seine - Accueil : salle du centre administratif, place de la Mairie, Asnières, 2^e et 4^e mercredi du mois, à 20 h 30.

GROUPE FRONT NOIR - en formation - Eaubonnet, Ermont.

GROUPE ANARCHISTE DE POISSY - en formation.

TRESORERIE

ENVOYEZ VOS FONDS A :

YVONNE DALMENECHES

C.C.P. 14 277 86 PARIS.

SOMMAIRE

N° 206

Novembre 1974

| | Pages |
|---|--------|
| EDITORIAL | 3 |
| Eh bien oui ! c'est la crise | |
| EN DEHORS DES CLOUS | |
| Pour avoir de bons morts | 4 |
| par P.V. Berthier | |
| ACTUALITES | |
| Une grève pas comme les autres aux P.T.T. ? | 13 |
| par la liaison des postiers de la F.A. | |
| L'action directe | 13 |
| par J.-C. L. | |
| A Lyon, la police à l'O.R.T.F. | 4 |
| par Bernard Lanza | |
| Suites de l'affaire Suarez | 4 |
| par le Comité de soutien aux inculpés et le GEAL | |
| ANTIMILITARISME | |
| Qu'est-ce qu'un T.P.F.A. ? | 5 |
| par Philippe Mermin | |
| Campagne de lettres en faveur de trois emprisonnés militaires | 5 |
| par Philippe Mermin | |
| ANTICLERICALISME | |
| L'objection de conscience en question | 5 |
| par Paul Mauget | |
| ECOLOGIE | |
| L'anarchie seul espoir de l'Humanité | 7 |
| par la Commission Ecologique | |
| L'écologie biologique de la nature | 8 et 9 |
| par la Commission Ecologique | |
| L'enjeu océanique | 10 |
| par Alain Sauvage | |
| ETUDES | |
| Comment est gérée la production ? | 6 |
| par Eric | |
| L'automobile en question | 11 |
| par la Commission des Transports | |
| Paul Robin, un précurseur de l'éducation libertaire | 12 |
| par L. Brisson | |
| La femme ou l'homme | 14 |
| par J.-C. Devinck | |
| Toast aux étudiants révolutionnaires | 16 |
| par Joseph Bernet-Rollande | |
| INFORMATIONS INTERNATIONALES | 11 |
| CLASSIQUE DE L'ANARCHIE | 13 |
| ARTS, SPECTACLES | |
| On continue à l'appeler Tom Jones | 14 |
| par C.S. | |
| « Juan » | 14 |
| par Maurice Laisant | |
| « Au nom du Ciel et de la Terre » | 14 |
| par M. L. | |

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Compte postal Paris 11289-15 Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

| | |
|--------------------|-----------------|
| France : | Etranger : |
| 6 numéros 15 F | 6 numéros 19 F |
| 12 numéros 30 F | 12 numéros 38 F |
| sous pli fermé : | Par avion : |
| 6 numéros 22,20 F | 6 numéros 24 F |
| 12 numéros 44,40 F | 12 numéros 48 F |

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Code postal :

A partir du numéro
 Abonnement
 Réabonnement
 Joignez le règlement à votre demande :
 Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

EDITO

EH BIEN OUI ! C'EST LA CRISE...

A la suite de la fameuse crise de 1929, l'Etat bourgeois s'est efforcé par ses interventions économiques d'atténuer les contradictions du système capitaliste : les crises devaient ainsi disparaître. En fait, celles-ci ont continué d'exister à l'état latent et l'inflation galopante qui caractérise l'économie actuelle en est bien la preuve. Crise économique, crise de l'énergie, crise dans les états-majors politiques : décidément, la crise est bien à l'ordre du jour !

Il y a quelques mois encore, la loi générale était la consommation à outrance. D'ailleurs, le système n'est-il pas basé là-dessus ? Conditionnant la demande, créant des besoins psychologiques, le producteur dirige le comportement du consommateur car ce qui compte c'est de consommer davantage afin que les firmes puissent produire plus. Certains se sont même ingénié à démontrer qu'un certain gaspillage était bénéfique du point de vue économique ! Soudain, aujourd'hui, on semble découvrir ce que Kropotkine expliquait à son époque, à savoir que l'économie politique doit être « l'économie des forces ». Ceux-là même qui poussaient à la consommation réclament une certaine austérité partant en guerre contre le gaspillage. Mais qu'en est-il en fait ? De même que lorsque l'Etat parle de lutter contre la pollution il s'adresse à tous les citoyens afin que ceux-ci ne jettent pas de papiers gras alors que dans le même temps les industries chimiques continuent à déverser dans l'environnement des déchets plus ou moins nocifs, aujourd'hui, c'est encore au citoyen que l'on s'adresse pour qu'il économise l'énergie et l'on fait supporter les conséquences de la crise aux diverses collectivités. Mais, qui ose remettre en cause le gaspillage d'énergie dans le secteur militaire par exemple ?

La bourgeoisie est bien incapable de juguler la crise car l'on ne peut à la fois prendre les mesures nécessaires et rechercher le profit sinon en exploitant davantage les travailleurs. Le gouvernement prend actuellement des mesures au jour le jour et s'avère impuissant à surmonter l'aggravation de la situation économique. D'ailleurs le plus important pour lui a semblé être la révision de la Constitution. Mais la grogne s'est installée dans les rangs de la majorité et certains députés ne veulent plus accepter les initiatives gouvernementales. Certains gaullistes se sentent attirés par les sirènes de la gauche et l'on a pu voir aux assises du socialisme des Pisani et autres Léo Hamon. Selon certaines rumeurs, Giscard serait prêt si une nouvelle majorité se faisait jour à gouverner avec la gauche. Mais la colère s'est également installée au sein de l'union populaire. Alors que les communistes s'évertuent à expliquer que pour que le programme commun ait quelque chance d'être appliqué un jour il faut que le P.C. soit renforcé, les socialistes parlent de rééquilibrage de la gauche en développant le P.S. au dépend du P.C. bien entendu ! Y aurait-il crise là aussi ?

Pour sortir le pays de ses difficultés face à la droite qui envisage « l'union sacrée », le Parti Communiste propose l'union du peuple de France ». Non, les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise et cela ne tient qu'à eux-mêmes ! En effet, si la bourgeoisie et la nouvelle classe technocratique sont dans l'impossibilité d'apporter les changements nécessaires, il en serait de même si la gauche « unie » était en place.

Nous autres, anarchistes, n'avons cessé de l'affirmer : ce qu'il faut, ce ne sont pas des réformes, des replâtrages ni des changements de personnel politique mais bien des bouleversements en profondeur du système économique. Celui-ci est complètement usé et s'il se refuse à mourir, nous devons l'y aider. Refusons donc les alliances contre nature. Le monde du travail n'a pas à s'allier avec la petite-bourgeoisie pour résoudre les problèmes du capitalisme. Nous autres libertaires et anarchosindicalistes, devons nous efforcer de dénoncer d'une part le programme économique de la bourgeoisie qui vise à faire supporter aux travailleurs les carences du système et d'autre part les illusions que tentent de propager les réformistes car la solution ne peut venir que de l'action autonome des travailleurs organisés sur une base de classe.

AMIS LECTEURS

Après un mois de rentrée, encore une fois l'automne chaud tant attendu ne s'est pas produit. En ces périodes de restrictions et d'attente économique, nous assistons un peu partout à un tassement des activités. C'est pour nous l'occasion de redoubler d'efforts et faire davantage connaître nos idées, notre mouvement et son journal.

Celui-ci ne vit que par l'association de nombreux appuis. Ses abonnés tout d'abord qui forment pour notre M.L. un ensemble de fidèles lecteurs. Nous souhaiterions que leur nombre progresse encore, ce qui permettrait d'assurer un équilibre financier proportionnel avec nos autres rentrées. Ses ventes de groupes ensuite, qui, depuis plusieurs mois, ont pris une rapide expansion. Cet effort reste à poursuivre dans l'intérêt non seulement du journal mais aussi, et ce n'est pas moins essentiel, de la connaissance par le public de l'existence de notre mouvement. Les ventes par les messageries, enfin, qui représentent une part très notable de nos ressources et permettent à notre journal d'être lu dans des endroits où des personnes ignorent la présence de nos groupes. A cela, bien sûr, s'ajoutent des souscriptions offertes par de nombreux lecteurs amis ou abonnés renouvelant ou non leur abonnement. Cet appoint non négligeable permet bien souvent d'assurer la « soudure ». En ces temps d'inflation galopante, nous en avons plus que jamais besoin.

Tout cela représente donc, pour les uns comme pour les autres, des efforts ou des soutiens sans lesquels nous ne pourrions continuer à paraître. C'est notre préoccupation essentielle avec, ensuite, celle de notre progression qui, bien que suivant une ascension régulière au fil des mois, reflète encore trop les crêtes de mauvaises statistiques. Cela exige un effort de tous, une persévérance bien comprise pour contrôler et dominer cette courbe et nous permettre d'atteindre de nouveaux sommets, points de départ vers de nouvelles conquêtes sur le milieu. Pour notre journal c'est bien sûr son renforcement à tous les niveaux et, principalement, par l'élargissement du nombre de ses lecteurs, problème lié à l'action et au développement de nos groupes, qui nous permettrait d'envisager de façon réaliste sa transformation en un hebdomadaire nous faisant cruellement défaut.

La réponse à ce problème majeur est claire. Il faut accentuer toutes les formes de soutien au journal et commencer par affronter la situation immédiate, c'est-à-dire l'absorption des fortes hausses de prix. Au travail et à vos poches, camarades !

Les Administrateurs :

Roland BOSDEVEIX - François GARCIA.



POUR AVOIR DE BONS MORTS

Il y a dans les environs de Budapest une charmante réalisation : le chemin de fer des pionniers. C'est une ligne à voie étroite longue de 12 kilomètres, construite sur une dénivellation d'environ 200 mètres pour desservir les collines de Buda et offrir à l'organisation des pionniers un instrument d'éducation.

Le long de cette ligne, tous les postes sont occupés par les écoliers de douze à quatorze ans qui, au sein de leur organisation, ont choisi ce genre d'occupation temporaire. Seule la traction est assurée par des adultes ; chefs de gare, employés et contrôleurs sont tous des enfants qui se destinent, en principe, au métier de cheminots.

Cela pourrait être approuvé sans réserve si l'organisation des pionniers ne dispensait un endoctrinement politique destiné à couler l'esprit de l'enfant dans un moule préfabriqué par les théoriciens du parti et les spécialistes de l'Etat.

Car, en matière de certitude, les adultes au pouvoir se croient autorisés à déposer dans les cerveaux disponibles de la génération qui leur suit ce qu'ils ont eux-mêmes ingurgité, soit par le même processus « éducatif », soit par autodidactisme volontaire.

Tous les corps dominants se sont octroyé cette latitude. L'Eglise catholique, toutes les Eglises peut-on dire, toutes les religions, ont ainsi versé pendant des siècles dans des cervelles vierges une foule de croyances non avérées, dont ceux qui en étaient le réceptacle ne parviendraient à se débarrasser, dans quelques cas exceptionnels, qu'au prix d'une héroïque reconversion.

Il continue d'en être ainsi dans les écoles dites « libres », les établissements confessionnels d'éducation, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou hébraïques ; mais, naturellement, le grand écuménisme laïc du monde moderne, où se brassent tant d'idées, d'éléments et d'intérêts, agit contre la catéchisation par la diversité de tout ce qui s'y mélange et s'y confronte.

Nous avons pu lire, en des reportages récents, que, dans les écoles chinoises, des moutards chantaient des chants dénonçant la perfidie contre-révolutionnaire de Lin Piao ! Voilà une utilisation pleine d'à-propos des méthodes modernes d'enseignement et d'éducation. Autrefois, on mettait dès l'enfance les pieds des filles du Ciel dans des chaussures étroites qui les maintenaient au gabarit ; aujourd'hui, les deux sexes ont l'intellect solidement coincé dans l'embouchoir de la pensée orthodoxe :

Confucius et Lin Piao
sont des penseurs très rétrogrades ;
Ne nous fions, mes camarades,
qu'au président Mao !

Allègre comptine pour des gamins à peine sevrés ! Du temps de ma grand-mère, quand elle allait en classe, on faisait chanter aux jeunes Françaises un cantique qu'elle fredonnait encore dans la vieillesse et qui commençait ainsi :

Ave, Marie Stella...

Et, croyant que je ne l'entendais pas, elle disait plus bas un vers que la sœur ne lui avait sûrement pas appris :

Vas-y, mets ton cul là !

Une génération encore, et voici, dans les écoles françaises (j'ai le recueil entre les mains), un exemple de ce qu'on chantait, vers 1890 :

Grâce à la bonne arithmétique,
Nous calculons combien de milliards
Palera la horde germanique
Pour nous rendre nos milliards.

Et, mes jours de géographie,
Les yeux sur le pays lorrain,
Nous murmurons : « France chérie,
Mère, nous serons grands demain ! »

L'enseignement d'Etat, cocardier et revanchard, forgeait dès l'école ses légions futures pour la reconquête de l'Alsace-Lorraine, tandis qu'en face, de l'autre côté du Rhin, des ineptes du même tonneau étaient psalmodiés en allemand. Les gouvernements veulent de bons écoliers, de bons citoyens, de bons soldats... et de bons morts.

En effet, beaucoup de ceux qui ont chanté ces niaiseries pernicieuses ont laissé leurs os dans la boue des Ardennes ou de l'Yser. La géographie ne pourrait pas même dire où exactement, et l'arithmétique serait impuissante à faire d'eux un dénombrement précis. Les pouvoirs temporels et spirituels s'approprient sur l'homme des droits absolus qui commencent aux chansons d'enfants et qui ne cessent qu'aux requiem.

P.-V. BERTHIER.

SUITES DE L'AFFAIRE SUAREZ

Depuis un certain temps — mai 1974, un certain enlèvement du banquier Suarez... — la presse nous entretient de ces dangereux terroristes internationaux du GARI qui osent même troubler de pacifiques réunions sportives (jusqu'ou la politique va-t-elle se nichier !). Pour corser l'affaire, on nous précise qu'il s'agit de « commandos issus de milieux très divers : anarchistes, trotskistes, catholiques » ; ils « passent d'un pays à l'autre, agissent un temps puis disparaissent », constatent les policiers qui s'essouffent à (les) suivre... (« France-Soir » du 11 octobre). Et « l'Aurore » de renchérir : « Une poignée d'hommes bien décidés, nostalgiques des méthodes anarchistes du début du siècle qui drainent les derniers maos solitaires » (16 octobre). Cette même presse est beaucoup plus discrète sur la collaboration judiciaire et policière de plus en plus étroite entre la France et l'Espagne.

Que sait la presse ? rien. Les inculpés de l'affaire Suarez sont relâchés un à un faute de preuves. Les flics français les avaient arrêtés sur le conseil des flics espagnols, et à l'époque la presse de dire : « Beau coup de filet de la police ». Que sait-on de l'attentat du 13 octobre à Madrid ? Rien. Mais la presse sait que c'est un coup de l'E.T.A. — puisque la brigade politico-sociale de Madrid le dit. Que sait-on sur les bombes au Parc des Princes ? Rien. Mais la presse sait que c'est un coup des anarchistes. Par contre, sur la rencontre entre

l'ambassadeur d'Espagne et Poniatowski, le 23 septembre, pour discuter des actions à mener en France contre le GARI, c'est le mutisme général. Rien sur la répression qui se développe en France contre les opposants les plus actifs à la dernière dictature d'Europe.

Car le « libéral » Poniatowski a décidé de prouver que, même à l'agonie, le régime franquiste veut compter sur une collaboration encore plus zélée de la police française que sous son prédécesseur Marcellin. Alors, faute d'avoir les dangereux ravisseurs de M. Suarez, on arrête cinq militants anarchistes, et on fait intervenir la Cour de sûreté de l'Etat. Une chance, les cinq ont avoué avoir commis tous les attentats — et les hold-ups — du GARI. Qu'importe si, depuis, deux d'entre eux, Pierre Roger et Michel Camillieri, se sont rétractés et ont porté plainte pour sévices... Ils devaient de toute façon être jugés le 14 octobre avec deux de leurs camarades, Jean-Claude Torres et Angel Moreno Patino, pour une autre affaire, de vol de voiture et de détention d'armes, remontant au 22 janvier.

En fin de compte, seuls Torres et Moreno Patino furent jugés. Merci à Monsieur le président de la 14^e chambre correctionnelle d'avoir si bien compris les motivations de ces militants qui voulaient attirer l'attention de l'opinion sur le sort de Puig Antich ; merci d'avoir écouté avec bienveillance leurs avocats nous parler de leur « romantisme politique », de « leur sensibilité de

patriotes espagnols et d'anarchistes espagnols » ; merci à Monsieur le procureur de ne pas les avoir confondus avec « des truands de Pigalle » ; merci de ne leur avoir infligé « que » dix mois avec sursis (Franco va pas être content). Il est vrai qu'ils avaient quand même fait neuf mois de détention « préventive » ; et qu'il faut bien prendre des gants quand M. Daniel Mayer, de la Ligue des Droits de l'homme, est cité à la barre.

On peut se poser la question de savoir ce que seraient devenus Torres et Moreno (de même que pour les inculpés de l'affaire Suarez) si des camarades ne s'étaient pas chargés d'alerter l'opinion sur la répression française à l'encontre des antifranquistes, et si les milieux libertaires ne s'étaient pas mobilisés pour remplir la salle d'audience. Restent Roger et Camillieri qui passeront en procès le 25 novembre pour la même affaire, et qui doivent comparaître par la suite devant la Cour de sûreté de l'Etat avec Mario Ines Torres, Victor Manrique et Jean-Michel Martinez.

Plus que jamais, nous devons manifester notre solidarité aux victimes de cette répression, en venant nombreux montrer notre soutien aux inculpés du 25 novembre, et en restant mobilisés pour assurer l'information sur le déroulement de ces affaires.

Comité
de soutien aux inculpés.
Groupe d'entraide
anarchiste internationale.

A LYON, LA POLICE A L'O.R.T.F.

La station Rhône-Alpes-Auvergne de l'O.R.T.F., comme l'ensemble des services de l'office, a répondu par la grève à l'attitude provocatrice et au refus de négocier du gouvernement. Le mercredi 9 octobre, une assemblée générale des grévistes lyonnais décidait de durcir l'action, et, le lendemain, des piquets de grève étaient en place, interdisant les accès de l'immeuble, exception faite des agents nécessaires au service minimum prévu.

A 8 heures, le personnel se prononçait pour la poursuite de l'action, mais à une assez faible majorité, ce qui incita sans doute un représentant de la direction régionale à exiger, dès 11 heures, la levée des piquets de grève, afin, selon le refrain bien connu, « de sauvegarder la liberté du travail ». Les responsables syndicaux opposèrent un refus catégorique, c'est alors que deux fourgons de police firent leur apparition, vers midi environ.

Les grévistes tentèrent de bloquer les portes de la station, mais bientôt les flics se frayèrent un passage avec leur brutalité coutumière, et parvinrent à entrer, les grévistes n'ayant que leurs mains nues face aux matraques des sbires de Poniatowski. Après la « libération » de la station par les forces, dites de « l'ordre », ce ne fut pas la ruée, car la majorité des non-grévistes refusa de franchir la porte entre deux flics, de même que les cinquante intérimaires de la station. Seuls quinze « courageux » travailleurs, sans doute sympathisants de la C.F.T., n'eurent pas de honte à pénétrer sur leur lieu de travail dans ces conditions.

L'après-midi, les flics continuèrent leur sale boulot de « libérateurs », en facilitant ainsi la reprise du travail pour une quarantaine de non-grévistes.

Mais il n'en est pas moins vrai que de nombreux salariés de l'O.R.T.F., sont décidés à poursuivre le mouvement, pour la garantie du plein emploi pour tous, et la présentation des droits acquis.

Ils ont en face d'eux un gouvernement qui préfère leur en-

voyer ses mercenaires plutôt que de négocier.

Leur riposte doit être dure, également, et leur lutte mérite la sympathie des auditeurs et téléspectateurs du monde ouvrier, à qui des tas de gens ne manqueront pas de répéter que ces satanés grévistes les privent de leurs émissions favorites. Contre le pouvoir, contre TOUT pouvoir, union de tous les travailleurs !

Bernard LANZA.

SOUSCRIPTIONS

| | | | |
|--------------|--------|---------------|--------|
| Lafosse | 5,00 | Bruno | 15,60 |
| Godin | 10,00 | Cesters | 30,00 |
| Blain | 10,00 | Chenu | 5,00 |
| Cerb | 10,00 | Asnières | 18,00 |
| Lantuejoul | 5,00 | Louise Michel | 50,00 |
| Abbradie | 20,00 | Anonyme | 4,50 |
| Lanza | 5,00 | Protjel | 10,00 |
| Savary | 5,00 | Carmen | 3,10 |
| Malfant | 5,00 | Patrice | 3,00 |
| Amigo | 5,00 | Bas | 3,00 |
| Bonin | 5,00 | Camille | 13,00 |
| Labarthe | 20,00 | Raymond | 2,00 |
| Divin | 20,00 | Jean | 45,00 |
| Meerschbaert | 2,00 | Peralta | 8,00 |
| Jordy | 30,00 | Planjollès | 3,00 |
| Zerle | 5,00 | Daniel | 10,00 |
| Wuilca | 20,00 | Jean | 10,00 |
| Bernadas | 10,00 | Bernard | 1,00 |
| Bigot | 20,00 | Marcello | 12,50 |
| Domengè | 5,00 | Pierro | 11,00 |
| James | 200,00 | Philippe | 6,00 |
| Michaud | 10,00 | | |
| Poilver | 32,00 | Total | 726,70 |

QU'EST-CE QU'UN T.P.F.A. ? OU LA CONCEPTION MILITAIRE DE LA JUSTICE

Principal soutien de tout Etat et expression la plus poussée de l'autorité et de l'arbitraire, l'armée possède une « justice » qui ne dépare pas son image de grande muette. Caste d'élite dans la société autoritaire, l'armée ne pouvait confier le soin de rendre sa « justice » à quelqu'un d'autre qu'elle-même. C'est le rôle des T.P.F.A., tribunaux permanents des forces armées, institués par la loi du 8 juillet 1965.

QU'EST-CE QU'UN T.P.F.A. ?
Un T.P.F.A. est composé de 5 membres, dont 3 militaires, et dont les jugements sont sans appel. Il n'est donc pas possible de faire appel d'un jugement rendu par un T.P.F.A. Seul le recours en cassation est prévu. D'autre part, il n'est pas tenu d'indiquer pourquoi il condamne. Il possède sa propre police : la sécurité militaire. Sa compétence est étendue à tous les délits d'ordre militaire (insoumission, désertion, refus d'obéissance) et aux délits de droit commun commis par des militaires, engagés ou appelés (1). L'inculpé peut être défendu par un avocat de son choix. S'il n'en connaît pas, on lui en nommera un d'office, qui pourra être un militaire ! Si cela est assez rare en France, il n'en est pas de même à Landau (R.F.A.) où fonctionne un T.P.F.A. à destination des F.F.A. Ainsi l'armée peut être partie « civile » (ironie légal) et défense, histoire de rester en famille. Si l'inculpé est en outremer, il sera jugé en métropole (entre autres à Bordeaux), donc par défaut, ce qui double à peu

près la sentence.

De plus, il n'est pas possible de se porter partie « civile » auprès d'un T.P.F.A. ; l'armée peut demander des comptes, mais n'a pas à en rendre. Un prévenu militaire n'a que vingt-quatre heures pour faire appel d'un refus de mise en liberté par un juge d'instruction (3 jours pour un civil), tandis que le parquet dispose d'un délai plus long (10 jours pour un militaire, contre 3 pour un civil).

Notons encore qu'un appelé peut être détenu 60 jours pratiquement sans jugement, sans défense réelle, sans autre recours que la voie hiérarchique, c'est-à-dire sans aucun recours. Il peut être envoyé dans un bagne militaire (fort Aiton...), sur décision d'un « conseil de discipline » qui siège en son absence.

Ainsi, la « justice » militaire, c'est l'injustice et l'arbitraire à l'état pur.

Il est donc du devoir de tout homme épris de liberté de dénoncer cette parodie cynique de justice, plus abjecte encore que la justice civile. Tout coup porté contre les T.P.F.A. est un coup porté à l'armée et à la société autoritaire, donc un pas de plus vers la liberté. Et que chacun garde présent à l'esprit que par l'opération des ordonnances du 7 janvier 1959, il pourrait un jour ou l'autre répondre de ses actes devant un T.P.F.A. en tant que travailleur !

Grâce à ces ordonnances, par lesquelles nul secteur de l'économie, nulle personne n'est épargnée, l'armée peut prendre le plus légalement du monde le

puvoir en France. Le fichier national des affectés de défense, au niveau individuel et collectif, est déjà une réalité. Les ordonnances du 7 janvier 1959 permettent à l'armée de militariser tous les civils (ou presque) ; une armée proche du peuple en quelque sorte...

Certains secteurs ont déjà fait les frais d'une application partielle de ces mesures, en particulier la réquisition sur décision du ministère de tutelle, de tout ou partie de certaines entreprises, services ou individus. Le refus pour un travailleur de signer son affectation de défense, donc de se placer de fait sous contrôle de l'armée, est susceptible, à plus ou moins long terme, de constituer un délit justiciable de T.P.F.A.

Il faut donc briser le mur du silence qui entoure les T.P.F.A. Concrètement, il faut savoir que tout individu a le droit d'assister aux séances de ces tribunaux. Il ne faut plus que les jugements soient rendus dans le secret d'une salle vide.

Non à la justice militaire.
Non à la militarisation.
Non à toutes les armées.

Philippe Mermin.

(1) Les objecteurs de conscience dépendent pour leurs délits de la justice civile depuis 1969, et ce à la suite de grèves et d'emprisonnements. L'insoumission à l'Office national des forêts, en particulier, est jugée par des tribunaux civils. Notons à ce sujet que certains tribunaux refusent de statuer sur les objecteurs de conscience insoumis à l'O.N.F., car le décret de Brégonçon doit passer en Conseil d'Etat : il est anticonstitutionnel.

L'OBJECTION DE CONSCIENCE EN QUESTION

Il ne se passe guère de semaine sans que nous entendions parler des *insoumis* et des *objecteurs de conscience*. On en parle (discrètement, il est vrai) dans la « grande presse d'information (!) » et surtout dans la « presse bien-pensante ». A telle enseigne que le commun des mortels peut penser que l'Eglise, de toute obéissance, applique un principe qu'elle émit il y a près de vingt siècles : « Tu ne tueras point ! ». De là à penser qu'elle est, depuis toujours, la propagandiste principale et première de cette doctrine de la non-violence, il n'y a qu'un pas à faire que les ignorants, les gogos ou les oublieux franchissent allègrement, mais la vérité est tout autre. Quelques précisions sont donc utiles pour démystifier le bon peuple encore une fois floué, jobardisé par l'*internationale des béneisseurs et déistes réunis*.

De tout temps, et c'est facile à vérifier, le sabre et le goupillon se sont associés pour organiser les massacres les plus affreux des « Jacques » de toutes races. De tout temps, les manières onctueuses du goupillon ont bény les armes des belligérants antagonistes avec la même ferveur et la même fureur de tuer. « Got mit uns ! » portait la boucle des ceinturons germains. « Sauvez, sauvez la France au nom du Sacré-Coeur ! » bramaient en chœur et en écho les gagots nationalards. Et les exemples pourraient se multiplier dans toutes les langues, nonobstant les « Tu ne tueras point ! », « Aimez-vous les uns, les autres ! ». De tout temps, les goupillonneurs, à la suite des traîneurs de sabres, convertirent par le feu et par le fer, les animistes, les fétichistes, les adeptes des religions autres que chrétiennes. L'*Inquisition* (de sinistre mémoire), en principe abolie en 1832 par la reine Christine d'Espagne, avait tôt fait d'expédier au bûcher, pour hérésie, tout opposant à l'intoxication doctrinale et qui voulait appliquer la doctrine : « Nous sommes tous frères ! ».

Pendant la guerre de 1914-1918, il y eut les fusillés pour l'exemple du charognard Clemenceau, vilipendés par tous les révérends pères, par tout l'Episcopat. N'est-ce pas Gerlier, Suhard, Liénard et consorts qui affirmaient, avec force actions de grâce, que le dernier massacre de 1939-1945 (50 millions de macchabés !), était une expiation, une purification voulue par leur dieu ? C'est le passé, me direz-vous, et, depuis, l'Eglise a bien changé. De tactique mais non d'esprit, devriez-vous ajouter et suivant les circonstances. Car, enfin, voyez l'Amérique du Sud et particulièrement la Bolivie et le Chili : on y chante, avec quelle allégresse, des « Te Deum » à la

gloire des massacreurs pendant qu'on s'agenouille en récitant des paternôtres sur le sort des suppliciés. Quelle ignoble hypocrisie !

Non, les sectateurs des dieux ne furent jamais contre les guerres. Au contraire, ils en formèrent sans cesse et toujours pour la « plus grande gloire des dieux » (ad majorem gloriam dei). Mais, comme toujours, chapelards éhontés, les prêtres s'attribuent les idées qu'ils virtu-sérait jadis avec entrain, lorsque celles-ci peuvent servir leur mauvaise cause. En ce qui concerne l'objection de conscience, notamment, le vol est patent.

Ces chacals assoiffés de sacrifices sanglants ont volé les anarchistes ! Car ce sont les anarchistes qui, les premiers, ont milité en faveur de l'objection de conscience. Qui n'a entendu parler de Gérard Leroutet et de Louis Lecoin ? Qui ne se rappelle le combat sans défaillance et sans merci qu'il leur fallut mener contre les forces oppressives et assassines dont l'Eglise ? Qui n'a présent à la mémoire le nombre d'années de prison, de jours, de semaines, de mois de grève de la faim de ces anarchistes alors voués aux géminies par tous les bien-pensants qui hurlaient à la mort ?

Un statut bâtarde, mutilé, partisan, a été voté par un Parlement-croupion malgré les glapissements hystériques de l'abominable Debré. On n'y reconnaît que la tendance « spiritualiste », et ceux qui ne sont pas des eulbéités peuvent toujours crever, persécutés qu'ils sont par des minus habens aux mains sanglantes et au cerveau atrophié. Et, suprême crapulerie, on ne doit pas faire connaître la loi qui signale l'existence du statut !

Ah ! vous avez bonne mine, vous, les grenouillers de tous les régimes ! Acoquinés à la féodalité barbare, inféodés à la royauté de droit divin et liberticide, compromis avec la république des bourgeois cupides ! Vous avez bonne mine (et bonne conscience) avec vos attitudes de saltimbanques du baratin « sacré », de pitres chasublés, vos gestes onctueux de la glue sanglante des martyrs, vos bénédictions et vos singeries indécentes !

Il fallait que cela fût dit. Il fallait démasquer les usurpateurs et les fourbes, les voleurs d'idées. Les anarchistes revendiquent l'objection de conscience car elle est leur. Et nous mettons en demeure les emmitrés et l'entiaré de Rome, en mal de clientèle, de démontrer le contraire.

Paul Mauget.
Groupe
« Ni Dieu ni maître »
d'Angers.

CAMPAGNE DE LETTRES EN FAVEUR DE TROIS EMPRISONNÉS MILITAIRES

Afin de montrer aux autorités militaires que ceux qui luttent contre l'armée et que l'armée emprisonne ne sont pas seuls dans leur combat, le comité de soutien aux objecteurs de conscience propose une campagne de lettres en faveur des trois emprisonnés militaires. Il est demandé « à la population » de leur envoyer le plus possible de lettres de soutien pour faire reculer les T.P.F.A. qui les jugeront.

Il s'agit de :
Didier Foucher,
actuellement aux arrêts
au 5^e R.I.,
camp de Frileuse,
78650 Beynes.

Incorporé le 7 août 1974, condamné le 15 septembre à 60+30 jours d'arrêts de rigueur ; inculpé de refus d'obéissance ; il a fait une demande de statut d'objection de conscience après incorporation et réclame le statut à tout moment et pour tout motif. On peut aussi écrire au

commandant du 5^e R.I. pour réclamer la libération de Didier Foucher.

Christian Bruneau,
actuellement aux arrêts
au 9^e R.I.,
69580 camp de Sathenay.

Arrêté le 16 septembre à Genève, insoumis depuis février 1974, il s'appropriait à prendre contact avec un groupe d'insoumission totale. On peut aussi écrire au commandant du 9^e R.I.

Francis Borgniat,
maison d'arrêt, quartier Ouest,
56, Bd J.-Cartier, 35000 Rennes.

Arrêté le 28 juillet 1974 à Bourgneul (44) lors de la première étape du tour de France à vélo des objecteurs. Il est insoumis, son statut lui ayant été refusé après recours en Conseil d'Etat ; il dénonçait dans sa demande « le conditionnement qui est à la base de la formation militaire et le commerce des armes ». On peut aussi écrire à son juge d'instruction :

Juge Ycart - T.P.F.A.
caserne Foch,
Bd de la Tour-d'Auvergne
35000 Rennes.
Comité de soutien à Francis :
chez F. Dehaut
14, rue Dumont-d'Urville
10300 Saint-Savine

Donc à vos plumes ! Et quelques nombres à méditer : au 1^{er} avril 1974 : 284 camarades sont incarcérés pour insoumission.

- 259 pour refus de toute forme de service.
- 11 après non-reconnaissance de la forme donnée pour le statut à l'accomplissement des obligations. En clair : 14 insoumis à l'O.N.F. en tôle ! Inconnus !

D'autre part, au 31 janvier 1974, 14.654 personnes figuraient sur les listes d'insoumis recherchés...

(Ces nombres ont été fournis par le sieur SOUFFLOT, ministre de la Défense.)

P. M.

COMMENT EST GÉRÉE LA PRODUCTION ?

I. — QU'EST-CE QUE LA PRODUCTION ?

C'est la réalisation, à l'aide de travail humain, de biens et de services répondant aux besoins de la collectivité. Cela recouvre donc un large éventail d'activités depuis l'agriculture, l'extraction de minerais, les industries de transformation, jusqu'aux services tels les transports, les télécommunications, etc. On conçoit donc assez facilement, que la prise en compte des services pose certains problèmes quant à leur évaluation. La Comptabilité nationale française ne retient que les services pouvant faire l'objet d'échanges sur des marchés et étant rendus contre rémunération. Ainsi tous les services gratuits ne sont pas considérés dans la production : c'est le cas notamment des travaux ménagers ou encore de l'activité des administrations comme l'enseignement.

D'autres notions comme la productivité, la rentabilité, le rendement sont à définir clairement afin de bien les distinguer. Pour réaliser une production, un ensemble de forces productives (travail, technique) sont nécessaires. La productivité est le rapport entre le travail fourni et les moyens mis en œuvre pour le réaliser. C'est un critère d'efficacité technique. Néanmoins un accroissement de la productivité peut être le résultat soit du progrès technique, soit de l'augmentation des cadences de travail. La rentabilité est le rapport entre ce qu'une entreprise gagne et ce qu'elle a dépensé. De ce fait une entreprise peut être très rentable sans pour autant être très productive. La rentabilité mesure seulement le profit réalisé par l'entreprise. Quant au rendement, celui-ci est le rapport entre un travail fourni et le travail qui était à fournir. Accroître le rendement signifie accroître les cadences, augmenter le taux d'exploitation des travailleurs. Dans le système capitaliste, le dessein étant de réaliser des profits (vente des produits à un prix supérieur aux coûts) la structure de la production est déterminée en fonction du critère de rentabilité. Les firmes capitalistes ne cherchent à produire que des biens rémunérateurs. Les divers services utiles à la société, mais peu rentables sont assurés par l'Etat par le biais du secteur public.

Raisonner en ces termes conduit donc à arrêter certaines productions parce que non rentables. C'est le cas de la

production de services tels les transports. Supprimer une ligne de chemins de fer, par exemple, peut permettre de réaliser des économies, mais entraîne une dégradation dans la qualité des services rendus. Bien que produire signifie « créer de l'utilité », on constate que pour le système capitaliste, produire signifie surtout « créer de la rentabilité ».

Le niveau de la production mesuré par le Produit National Brut, somme de toutes les plus-values réalisées sur les biens produits, ne rend pas compte du bien-être d'un pays.

Quels sont les divers facteurs qui entrent dans le processus de production ?

2. — LES FACTEURS DE PRODUCTION

Lorsque les économistes parlent actuellement de l'activité économique l'impression qui ressort est qu'elle dépend exclusivement de l'utilisation de capital. En fait il n'en est rien : l'activité économique est le résultat du travail humain, actuel et passé. Les économistes bourgeois discernent deux facteurs essentiels de production :

- le facteur travail
- le facteur capital.

Que contiennent ces deux notions ?

• LE FACTEUR TRAVAIL

Dans l'entreprise capitaliste les travailleurs vendent leur force de travail (manuelle ou intellectuelle) contre un salaire. Cette force en s'exerçant crée des biens, des services, de l'utilité donc et par là même de la valeur. Or ainsi que l'a montré Proudhon, le capitaliste s'approprie d'une part la plus-value créée par le travail et d'autre part la force collective des travailleurs. L'exploitation du travail étant le fondement même du système capitaliste, celui-ci s'est toujours efforcé d'accroître sans cesse la rentabilité de cette force. Aussi a-t-on rationalisé le travail en l'émiettant en « travaux parcellaires » faisant appel à des mécanismes et non pas à la réflexion (Taylorisation). Aujourd'hui on s'oriente semble-t-il vers le « travail élargi » ou encore « enrichi ». On fait même appel aux relations humaines. La raison en est que la nouvelle classe dirigeante s'est

aperçue que l'intégration permettait d'obtenir le plus souvent des rendements supérieurs à ceux de la taylorisation.

Que devient cette plus-value engendrée par le travailleur ?

• LE FACTEUR CAPITAL

Trois notions sont attachées à ce terme :

— le capital juridique qui est l'ensemble des valeurs monétaires rendu constant grâce à un revenu sans travail actuel,

— le capital comptable qui est l'ensemble des valeurs monétaires rendu constant grâce à l'amortissement,

— le capital technique qui est l'ensemble des ressources économiques utilisées lors du processus de production pour réaliser des biens.

D'où provient donc ce capital accumulation de valeurs ?

Il ne peut provenir que de ce qui crée la valeur : le travail. Il représente en fait la somme des plus-values engendrées par la force travail. Le capital, produit d'un travail préalable, a pour valeur celle que le travailleur a mise dans le produit et qui lui a été expropriée. L'accumulation ne concerne pas seulement les moyens de production mais également l'organisation du travail c'est-à-dire cette force collective des travailleurs.

3. — QUI DIRIGE L'ECONOMIE ET SELON QUELS INTERETS ?

Le système capitaliste classique repose sur la propriété privée des moyens de production. Le moteur de l'activité économique est le profit. La production est donc toujours orientée vers la rentabilité maximum c'est-à-dire vers l'exploitation maximum des travailleurs. Aujourd'hui les propriétaires qui sont les actionnaires semblent perdre de plus en plus le contrôle des entreprises. La caste technocratique s'élève peu à peu en classe dirigeante de l'économie. En effet, le niveau du pouvoir est celui du développement c'est-à-dire de l'emprise sur les options et les objectifs de l'entreprise. C'est ici qu'apparaissent les rapports de classe. La classe dirigeante est celle qui non seulement grâce à un statut hié-

archique détient l'autorité, mais c'est surtout la classe qui gère le développement. C'est bien la technocratie qui contrôle les capitaux, dirige les investissements, réalise l'auto-financement et donc par ses choix oriente toute la politique de l'entreprise. La plus-value va en faible part aux actionnaires, la plus grosse part sert au développement de la firme afin de mieux assurer l'expansion de la technocratie. La production ne répond plus à la demande, mais au contraire la technocratie impose son pouvoir de classe par la planification en manipulant la demande au moyen des mass media.

Le fait que la classe dominante soit celle des technocrates plutôt que la classe bourgeoise ne modifie en rien

donc entraîner la réduction de la durée de la journée de travail. Alors que l'on pourrait aller vers l'automatisation générale de la production, vers la suppression des travaux répétitifs, le système capitaliste s'y oppose, car cela remettrait en cause ses fondements même. Afin d'éviter le chômage le système a recours à la création d'emplois inutiles, irrationnels voire nuisibles tel le secteur armement. La principale conséquence de cette accumulation de valeurs engendrée par des activités improductives est l'inflation sans cesse croissante.

Le pouvoir est tenu par ceux qui contrôlent individuellement ou collectivement les moyens de production et l'institution qui organise cette domination de classe est l'Etat



Le facteur travail

l'exploitation du travail. Bourgeois et technocrates exploitent les travailleurs en les expropriant d'une partie de la valeur née de leur travail et en détenant le pouvoir de décision relatif aux investissements. La décision de production n'est plus le fait d'une demande préalable, mais de la demande en créant des besoins. On voit donc que les rapports sociaux mettent en évidence deux modes de gestion de l'économie.

4. — VERS LA GESTION COLLECTIVE DE L'ECONOMIE PAR LES TRAVAILLEURS

Du fait de l'accroissement de la productivité du travail il est possible de couvrir l'ensemble des besoins de la société en utilisant seulement une partie de la force de travail disponible. Cela devrait

Technocratie et capitalisme d'Etat exercent leur pouvoir en gérant les richesses créées par le travail.

Proudhon écrivait : « Le capital étant du travail accumulé, concrétisé, solidifié... l'antagonisme du capital et du travail... doit finir par la suzeraineté absolue du capital au travail ». Les choix des diverses formes d'investissement doivent être faits par l'ensemble des travailleurs afin que la production réponde effectivement aux besoins. Cela signifie la destruction de l'organisation du capital privé ou collectif (l'Etat) et la mise en place d'une gestion collective de l'économie par les travailleurs. De même que la gestion capitaliste se fait par l'intermédiaire de l'organisation étatique, la gestion par les travailleurs ne peut se faire que grâce à leur organisation de classe : le syndicat.

ERIC.

La destruction de l'environnement et les problèmes soulevés par l'écologie en général ne peuvent être séparés des problèmes économiques sous peine de passer à côté du véritable débat.

L'économie, dans la vérité tautologique qui est la sienne aujourd'hui, n'a d'autre objectif que la croissance dans une identité toujours recommencée, où l'essentiel est la valeur d'échange et où peu importe la valeur d'usage. Après avoir contrôlé la production, le capitalisme a du diriger la consommation (et cela sous peine de crever) sans tenir compte des répercussions sur l'environnement.

Avec la pollution en particulier, et les contradictions qu'il engendre par ailleurs, le système capitaliste est devenu visiblement ce qu'il était déjà essentiellement : inhabitable.

LA REDACTION.

L'ANARCHIE SEUL ESPOIR DE L'HUMANITÉ !

Les mots, dès qu'ils deviennent à la mode, sont repris en chœur par ces mêmes personnages qui les avaient pourtant ignorés ou combattus, quelques années auparavant. Qu'importe si l'on en ignore le sens, les fondements, le contenu ; il faut être avant tout dans le vent. Après l'antimilitarisme, l'autogestion, voilà l'écologie ! Quelle aubaine ! On se l'arrache comme une nouvelle lessive, un nouveau détergent, mais comme toujours, par prudence, on évite soigneusement de mettre en pratique la formule miracle.

« Il faut être raisonnable ! Vous comprenez, il faut composer, et, avec le temps, tout finit par s'arranger. Et puis, vous savez, l'écologie est une science toute nouvelle : elle date de 1968 ! Alors patience, patience. »

NON PAS POUR NOUS !

- Club de Rome : halte à la croissance !
- Réserves d'or épuisées dans 29 ans.
- Réserves de mercure épuisées dans 41 ans.
- Réserves de cuivre épuisées dans 48 ans.
- Réserves de gaz naturel épuisées dans 49 ans.
- Réserves de pétrole épuisées dans 50 ans.
- Réserves de charbon épuisées dans 150 ans.
- Réserves de fer épuisées dans 173 ans.
- René Dumont : « Nous allons à la famine ».
- An 2000 : 7 milliards d'hommes.
- Robin Clarke : « Coût de fabrication d'une bombe atomique : 300.000 dollars ».
- 200 milliards de dollars actuellement dépensés pour l'armement de par le monde !
- Rapport F.A.O. :
- 200 millions d'affamés (mères et jeunes enfants).
- Le Sahara gagne du terrain.
- L'eau manquerait avant l'année 2050 !
- Actualités :
- 30 millions de chômeurs urbains dans les pays du tiers monde, soit 4 % de la population active totale !
- 700.000 tonnes d'emballages en chlorure de polyvinyle, en France, en 1975 !
- Un journal = 6 ha de forêt coupée à ras !
- Publicité : coût 20 millions de dollars par an aux U.S.A. !

Arrêtez le massacre ! Cela fait des décennies que les anarchistes s'évertuent à crier cette vérité : Utopie, peut-être, mais voilà ce qui en résulte ou nous attend : Année 1958 : le crime de Minamata au Japon. Dans la rivière de Sashiki, des quantités de poissons morts flottent à la surface de l'eau. Les gens réussissent des pêches miraculeuses. Jamais les pêcheurs n'avaient pris autant de poissons. Mais en les mangeant, ils ont mangé la mort, car ils ont été tous atteints par l'étrange maladie... Celle-ci a rongé les centres moteurs de leur cerveau. Les symptômes : mains tordues et crispées ; pieds déformés, inutilisables ; estomac incapable d'absorber une nourriture normale ; atrophie généralisée des cellules du cerveau !

Juillet 1972 : 231 cas, 59 morts officiellement.

Mars 1973 : 397 cas, 68 morts reconnus officiellement, 600 cas restent en suspens.

Et demain ? Peut-être des milliers de nouveaux malades, car il reste, dans la mer, 600 kilos de mercure, utilisé comme catalyseur pour la fabrication d'une matière plastique. Matière plastique fabriquée par l'usine de la Chisso à Minamata qui déverse ainsi depuis 30 ans ce mercure dans l'Océan.

La Chisso est condamnée à payer, à titre de compensation pour dommages, la somme de 1.184.217.337 yens. Le porte-parole de la Chisso déclare devant les malades : « Nous regrettons beaucoup, beaucoup, d'avoir provoqué des souffrances physiques et mentales parmi vous. Nous ne permettrons jamais que pareille chose se reproduise. »

Ces quelques lignes sont tirées d'un reportage de Fernand Gigon et qui devait paraître sous le titre : « Le 400^e Chat ».



Une victime de Minamata

AFRIQUE 1974

Mois de janvier : « Le déficit de la région du Sahel, en produits céréaliers, est estimé à quelque 600.000 tonnes. » En Haute-Volta, 18 % des enfants n'atteignent pas un an. En France, ce taux est de 1,5 %.

D'après l'Organisation mondiale de la santé, chaque année, des centaines de milliers d'enfants deviennent aveugles par manque de vitamine A. Le manque d'iode provoque un affaiblissement des facultés intellectuelles pouvant aller jusqu'à l'arriération mentale. Dans certains pays, 5 % des enfants sont atteints de crétinisme ou de goitre endémique.

Ration nécessaire jour/personne en protéines animales et végétales, 60 g (Inde, 40 g, France, 100 g).

Bangla Desh 1974 : 525 hab./km² en moyenne contre 90 en France. Prédominance du secteur rural : 90 % de la population. Morcellement extrême : 38 % des familles ont moins de 10 m², 32 % ont entre 10 et 80 m² (minimum vital), 32 % ont plus de 80 m². Secteur industriel peu développé et orienté vers la transformation des cultures d'exportation, vers les pays dits développés (coton, tabac, thé).

QUE FAIRE ?

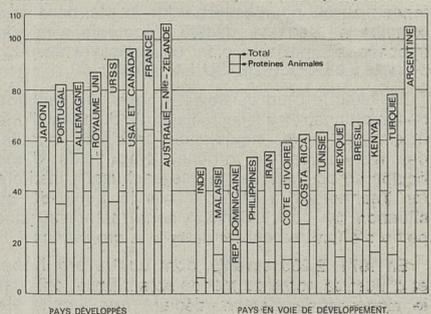
Les écologistes conséquents se posent le problème de la nécessité d'une nouvelle civilisation. Mais quelle peut être la structure ? Nous éviterons de graves erreurs si nous profitons des travaux de l'anarchiste Proudhon (voir en particulier « Du principe fédéraliste »), et si nous tenons compte de l'orientation de l'utopie de Sébastien Faure (« Mon Communisme »), et de ce qui fut concrétisé par le plan de l'anarcho-syndicaliste Pierre Besnard (« Le monde nouveau ») et expérimenté par la révolution espagnole, en 1936 (« L'Espagne libertaire » de Gaston Leval).

On ne peut traiter, d'une façon significative, un problème aussi important en quelques lignes. Pour une première approche de cette étude, nous vous conseillons de vous reporter aux travaux indiqués ci-dessus.

Vous y verrez l'instauration du fédéralisme libertaire, basé sur de véritables principes autogestionnaires, dans lequel tous les individus prendront en main une économie de besoins. Pour cela, une seule méthode, la gestionnaire expropriatrice.

Il faut instaurer une nouvelle vie ! Et l'écologie, c'est la vie ! Abattons les sangsues qui pompent les dernières richesses de notre planète, dans ces pays de misère. Abattons, par là même, ces organismes internationaux qui englobent des capitaux immenses dans des frais d'organisation, de fonctionnement, plus que dans des réalisations concrètes ; organismes qui envoient des missions pour reprendre des études déjà faites et qui ne serviront jamais à rien ; organismes qui écrasent de petites associations travaillant avec des moyens très réduits (« Terre des Hommes » en particulier). L'arrêt de cette démographie galopante constituant, pour nous, le point primordial de notre étude, voici un cas concret développé par des volontaires de cette organisation, au Bangla Desh, dans un camp de 40.000 personnes : le planning familial a démarré en avril 1973. La propagande a lieu autour des puits, des fontaines, dans les huttes, à la maternité du camp. Pendant une semaine, les femmes viennent chaque jour prendre leur pilule, puis, pendant trois semaines, elles reçoivent chaque semaine sept pilules. Si tout s'est bien déroulé, elles reçoivent alors leur ration mensuelle de pilules. Les difficultés viennent surtout des contraintes sociales et religieuses : très souvent, la femme veut prendre la pilule, mais le mari s'y oppose car il veut assurer sa vieillesse par un grand nombre d'enfants. Cette réussite est, bien sûr, toute relative devant la gravité de la situation. Cet équilibre naturel, que nous désirons, ne pourra passer que par la destruction de tout Etat centralisateur ! Sommes-nous utopistes ? N'est-ce pas René Dumont qui déclare dans son dernier livre : « l'Utopie ou la mort », qu'il nous faudra revenir « dans la ligne du socialisme libertaire, anarcho-syndicaliste, autogestionnaire » ?

RATION NETTE EN PROTEINES PAR HABITANT DANS QUELQUES PAYS



Il y a URGENCE : vous pouvez compter les secondes. Prenons les six journées de la Genèse comme image pour représenter ce qui, en fait, s'est passé en 4 milliards d'années. Une journée égale donc environ 660 millions d'années.

« Notre planète est née le lundi à zéro heure. Lundi, mardi, mercredi jusqu'à midi, la terre se forme. La vie commence mercredi à midi et se développe dans toute sa beauté organique pendant les trois jours suivants. Samedi, à quatre heures de l'après-midi seulement, apparaissent les grands reptiles. Cinq heures plus tard, à neuf heures du soir, lorsque les séquoias sortent de terre, les grands reptiles disparaissent.

« L'homme n'apparaît qu'à minuit moins trois minutes, samedi soir. A un quartième de seconde avant minuit commence la Révolution industrielle. Il est maintenant minuit, samedi soir, et nous sommes entourés de gens qui croient que ce qu'ils font depuis un quartième de seconde peut continuer indéfiniment. » (David Brower.)

Robert, Emmanuel, Teddy
(Commission écologique)



Le terme « écologie » (du grec *eikos*, demeure, et *logos*, science) a été proposé en 1866 par Ernest Haeckel (1834-1919) pour désigner la science qui étudie les rapports entre les êtres vivants et les milieux où ils naissent, évoluent et se reproduisent. Par la diversité de ses problèmes et de ses objectifs, l'écologie est une science multidisciplinaire, qui emprunte des techniques et des études à des domaines nombreux et variés (démographie, météorologie, climatologie, océanographie, hydrologie, etc.).

L'écologie est une véritable « biologie de la nature », à la fois analytique et synthétique. Elle a connu dans l'entre-deux-guerres un développement motivé par ses possibilités d'application à l'agriculture et à la lutte biologique. Elle s'épanouit maintenant dans la plupart des pays, l'attention s'étant fixée sur la nécessité de mieux connaître les relations de dépendance ainsi que les interactions des êtres vivants et du milieu. Au cours de ces dernières décennies, l'espèce humaine, croissant de façon aberrante et ayant, par des applications inconsidérées de ses techniques, provoqué la rupture d'équilibres biologiques et empoisonné le milieu par les produits et les déchets de ses industries, a mis en danger sa propre existence ; aussi, pour sauvegarder la vie dans son principe et dans sa qualité, l'écologie s'est-elle imposée au premier plan en poussant son cri d'alerte : **L'ÉCOLOGIE OU LA MORT !**

En 1968, le Club de Rome groupe une centaine de fonctionnaires intellectuels et d'industriels d'une dizaine de pays, inquiets du problème mondial des ressources ; ce groupe, avec l'aide d'une équipe de scientifiques du Massachusetts Institute for Technology (M.I.T.) a fait le point de sa situation. Sa conclusion est, sans restriction sous peine d'effondrement : « Halte à la croissance ».

En 1971, 2.200 savants, dont quatre prix Nobel et d'illustres noms du monde scientifique, ont, par le message de Menton, déclaré que « toute vie sur la planète risque de s'éteindre dans un proche avenir ».

Écologistes et biologistes, avec la MAJORITE des plus grands savants du monde entier, tirent sur la sonnette d'alarme. Les écologistes les plus optimistes estiment que le point de non-retour pourrait être atteint avant la fin du siècle ; d'autres ne nous accordent plus qu'une dizaine d'années. Cela ne veut pas dire que l'humanité va disparaître à brève échéance, mais qu'elle s'expose à s'engager, d'une façon peut-être irréversible, dans une longue et douloureuse agonie qui pourrait durer plusieurs siècles et dont nous constatons déjà en France les signes avant-coureurs : amenuisement des matières premières, vie chère ; encombrements urbains, augmentation des névroses et des maladies psychosomatiques, multiplication des monstruosité, a g r e s s i v i t é générale, développement de la criminalité, etc.

L'explosion démographique n'est pas une menace pour l'avenir mais pour aujourd'hui même ; le péril est là, les deux tiers des trois milliards

et demi d'individus vivant sur la terre ont faim, et des milliers de gens meurent chaque jour par manque de nourriture.

« Le monde insouciant se dirige tout droit vers le plus grand cataclysme dont les dimensions sont incroyables et effrayantes. C'est la survivance de cette civilisation qui est en jeu. » (Dr Borgström.) Comment sommes-nous arrivés au bord de l'abîme ? Une des causes principales s'énonce en six mots : **TROP DE MONDE SUR LA TERRE !** La vie s'est dégradée en se multipliant à l'excès. Et pourtant ce ne sont pas les avertissements qui ont manqué !

LE NEO-MALTHUSIANISME

Thomas Robert Malthus, pasteur et économiste anglais de la fin du XVII^e siècle, a mis en lumière dans son « **Essai pour le principe de population, comment il agit sur le progrès futur de la société** », publié en 1788, la **TENDANCE** constante qui se manifeste chez les êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le permet la quantité de nourriture qui est à leur portée. Il concluait au danger de surpopulation du globe. Toute population humaine, si aucun obstacle ne l'en empêche, s'accroît de période en période en progression géométrique 2, 4, 8, 16, 32, etc., alors que les moyens de subsistance dans les circonstances les plus favorables ne peuvent augmenter que selon une progression arithmétique : 1, 2, 3, 4, 5, etc.

Les obstacles sont de trois ordres :

- 1 : Destructifs ;
- 2 : Restrictifs ;
- 3 : Préventifs.

Malthus, rigide pasteur englué dans ses préjugés religieux, préconise les obstacles **restrictifs** ; il conseille aux pauvres la pratique du « moral restrien » (célibat, chasteté, mariage tardif, contenance dans le mariage). Procédés que la psychologie moderne placera dans l'ordre des destructifs car ils sont néfastes pour la santé psychique et physique et minent la joie de vivre.

Il sera donné à deux médecins, hommes de science authentiques, les frères Drysdale, d'établir au milieu du XIX^e siècle la **théorie scientifique** du néo-malthusianisme et de développer ses conséquences économiques et sociales.

Pratiquement, le néo-malthusianisme a pour but de substituer aux obstacles douloureux (restrictifs et destructifs) qui reflètent la surabondance de la population, les seuls obstacles qui ne soient ni d'ostensibles ni nuisibles, les obstacles préventifs, c'est-à-dire la limitation volontaire des naissances par l'emploi de moyens artificiels que la science a découverts et qu'elle s'emploie à perfectionner jusqu'à les rendre d'une absolue sécurité tout en supprimant leurs inconvénients.

C'est en 1877 que ces précurseurs fondèrent la Ligue néo-malthusienne. Le néo-malthusianisme, dès sa naissance, fut combattu par les grandes religions, en particulier très violemment par l'Église catholique, etc, c'est le moins que l'on puisse dire, tenu à l'écart par le mouvement socialiste.

L'ACTION DES LIBERTAIRES AU SEIN DU NEO-MALTHUSIANISME

Le professeur Paul Robin était préparé à comprendre l'importance biologique et sociale de la densité de la population.

Après avoir fondé le périodique « L'Éducation intégrale », en 1882, il lance la « Ligue de la régénération », dont le sous-titre est « Bonne Naissance ». En 1900 a lieu le premier congrès international néo-malthusien, qui aboutit à la rédaction de la « Fédération universelle de régénération humaine ». Paul Robin en est nommé vice-président.

Dès le début, les anarchistes individualistes adoptent le néo-malthusianisme, mais les socialistes libertaires, quoique écologistes avant la lettre, notamment Elisée Reclus (l'Homme et la Terre) et Pierre Kropotkine (l'Entraide, facteur de l'évolution), demeurent en marge. Il faut attendre 1904, avec l'appel du grand orateur Sébastien Faure, pour que le néo-malthusianisme prenne sa place dans l'ensemble du mouvement anarchiste. Sous l'impulsion du militant libertaire Eugène Humbert (1) ; l'essor du mouvement néo-malthusien, tant en France que sur le plan international, permettait des espoirs... **La maternité consciente** (2) est, alors, sur le point de devenir la règle de vie des humains. Mais un barrage est établi par les natalistes qu'anime l'Église catholique, alors que le mouvement ouvrier est neutralisé par les doctrinaires marxistes, qui se sont prononcés contre le néo-malthusianisme. Il se crée une ligue pour la population qui combat sans répit les néo-malthusiens... Eugène Humbert est poursuivi sans relâche. C'est à partir de là, et à la suite des plaintes et des pressions des industriels du Nord, qu'est votée la loi scélérate de 1920. Tout de suite après, Eugène Humbert est emprisonné...

En public, dans le cadre restrictif de la légalité, les néo-malthusiens libertaires continuent leur action culturelle sur des thèmes obligatoirement réduits, mais clandestinement ses thèmes sont développés. Cette action est découverte et, sous les yeux du pauvre peuple obnubilé, c'est une écrasante répression, par exemple l'affaire des stérilisés du Sud-Ouest, où, pour la première fois, la grande presse parle de la vasectomie et de la méthode perfectionnée du chirurgien libertaire Norbert Bartosek.

Il est regrettable que l'action au grand jour n'ait pu reprendre qu'au moment où le monde s'est vu pris à la gorge par une explosion démographique qui aurait pu être évitée si l'on n'avait pas anéanti le mouvement néo-malthusien libertaire.

Il ne faut pas oublier que cet assassinat fut perpétré par l'attitude de l'Église catholique et couvert par le silence complice des théoriciens marxistes. Ces mystiques se sont encore coalisés en 1974 pour saboter les résultats de la conférence de Bucarest sur la population.

NULLITE DE L'ÉCOLOGIE D'ÉTAT

Le capitalisme, qu'on l'appelle privé ou d'État, ne connaît qu'un impératif : **PUISSANCE-PROFIT**. Au nom du profit ou au nom de la raison d'État, l'activité industrielle et agricole, qui perturbe les équilibres écologiques, pollue par cette nécessité ; le souci de la plus grande rentabilité (impliquant des pratiques telles que monocultures intensives, procédés industriels générateurs de déchets, etc.) est évidemment incompatible avec le respect de certaines lois comme la nécessaire diversité des écosystèmes ou la non-perturbation des chaînes alimentaires. Le capital et l'État polluent donc par obligation et par intérêt.

Cela n'empêche pas les dirigeants de se réclamer de l'antipollution et les grandes sociétés

industrielles de proposer leurs services pour lutter contre le fléau. Ils se sont aperçus que l'antipollution se vendait bien. Aux États-Unis d'Amérique, au Canada, dans les pays scandinaves, la vente d'antipollution est devenue une source appréciable de revenus. Mais il ne s'agit pas de gagner la bataille de la propreté de la nature ; il s'agit de gagner encore un peu plus d'argent et un peu plus de puissance. Et, soit dit en passant, les techniques de production utilisées contre la pollution polluent autant que les autres.

Évidemment, de plus en plus nombreux sont les pays qui ont prévu un ministère de l'Écologie, un ministère de « l'Environnement et de la protection de la nature » (c'est le titre du ministère en France). Ce sont là des moyens pour sauver les apparences en masquant une impuissance inhérente au système. Ce dernier ne peut envisager que des palliatifs, mais ne présente en aucun cas une solution globale et harmonieuse ni pour les individus ni pour l'espèce.

Tous les systèmes autoritaires sont autant de non-sens, tous aboutissent à prendre les moyens pour les buts, à prôner l'expansion vers des objectifs concurrentiels, sans se soucier si cette expansion correspond à un besoin réel des hommes. En définitive, les tenants d'un État plus ou moins libéral ou dictatorial ne sauraient évidemment admettre que l'impératif écologique est le plus fondamental qui soit.

NAIVETE ET DANGER DE L'ÉCOLOGIE MONDAINE

Depuis quelques années, on a vu fleurir bon nombre d'« écologistes », dont le moins que l'on puisse dire est qu'il sont plutôt naïfs, ceux qu'on appelle « les ramasseurs de papiers gras » (Association de défense de la nature du Bel X, etc.), qui s'attachent à quelques problèmes locaux, sans analyse globale, ce qui condamne à coup sûr leurs actions, puisqu'elles restent très superficielles, inoffensives, sans doute, mais la prise de conscience profonde viendra peut-être de ces actions partielles. Ce qui est plus dangereux, c'est que l'activité de ces associations tend à culpabiliser les masses, au lieu de leur faire reconnaître les vrais coupables en l'État et les puissances d'argent.

Un exemple type : on traite un travailleur de pollueur parce qu'il utilise et jette une bouteille d'eau en plastique alors que les véritables pollueurs sont ceux qui obligent à boire cette eau sophistiquée parce que l'eau « de la ville » est imbuvable, et qui fabriquent ces bouteilles, alors qu'elles constituent, après usage, des déchets très difficilement recyclables. On retrouve ce phénomène de culpabilisation des masses à propos de l'écologie d'État : celui qui pollue, c'est le sacrosaint producteur, celui qui paye c'est le pigeon-consommateur. Pas bien grave, sinon que ce genre de pratiques ne risquent pas d'accélérer la prise de conscience populaire en ce qui concerne les problèmes écologiques des « Associations de protection de la nature » chapeautées par de hauts fonctionnaires (de préférence de l'agriculture ou de l'industrie), des militaires (même Massu, mais oui !), des scientifiques arrivistes, ou tout simplement des patrons hyper-pollueurs (par exemple, A. Riboud, P.-D.G. de B.S.N., sacré roi de l'emballage perdu) !

FORFAITURE DE L'ÉCOLOGIE POLITICIENNE

Nous avons aussi le quarteron des « écologistes » de gauche et d'extrême gauche, qui trouvent là un nouveau terrain de récupération. Les Mitterrand et Marchais ne font guère illusion.

L'ÉCOLOGIE, BIOLOGIE DE LA NATURE

Apôtres inconditionnels de n'importe quelle croisance à tout prix, ils ont vis-à-vis de l'écologie la même attitude que leurs adversaires de droite. La C.G.T. s'est aussi couverte de ridicule lors de la fameuse grève d'Alsthom (printemps 1974). Cette usine produisait des chaudières de centrales nucléaires, mais à aucun moment les dirigeants syndicaux n'en ont profité pour mettre en question ce type de production. Rappelons enfin les démêlés du gouvernement fédéral allemand en ce qui concerne certaines lois antipollution (dérisoires au demeurant) contre lesquelles firent bloc patrons et syndicats, solidaires pour une fois. Le fric d'abord, la nature après. (« Pariser Zeitung », mai 1974.)

Quant aux marxo-révolutionnaires, un peu embrouillés comme toujours, ils n'arrêtent pas de se contredire. Qu'est-ce qui est marxiste orthodoxe ? Qu'est-ce qui est sagement réactionnaire ? Toujours la même question, chanson connue, mais toujours aussi réjouissante. Par exemple, Rocard, février 1974 : « Au point de vue écologie, je reproche, entre autres, au gouvernement d'avoir tant retardé le programme d'énergie nucléaire, seule énergie propre actuellement. » Mai 1974, « Tribune Socialiste », organe du P.S.U., appelle à la solidarité avec la lutte antinucléaire contre les installations de Gravelines (centrale atomique)... Comme point d'orgue, rappelons-nous A. Laruillier, en mai, au micro de R.T.L. : « Une fois la révolution faite, les travailleurs pourront s'occuper de choses intéressantes comme l'art ou l'écologie. » (Traduction : « Allez les enfants, laissez-nous travailler sérieusement et vous pourrez jouer après ! »)

Rien d'étonnant à ce que les marxistes de tout poil s'y perdent. Nous avons déjà vu leur désarroi lorsqu'il s'est agi de récupérer le thème de l'antimilitarisme, et leurs prises de position bancalées en faveur d'une armée « populaire » qui n'aurait aucun des caractères de l'armée bourgeoise ! A quand les slogans tels que : « A bas la pollution du capital ! Unité pour la pollution populaire » ?

LE MIRACLE POLITIQUE

En cette heure où certains rêvent d'un parti politique écologiste, nous croyons devoir rappeler la tare congénitale qui frappe d'impuissance toute tentative de ce domaine. Impuissance, du fait de l'isolement de l'élu qui, coupé de ceux qu'il représente, devient aveugle et sourd à leurs besoins comme à la vie tout court. Impuissance, en raison de la démission des électeurs qui, ayant découvert le sauveur, se reposent sur d'autres qu'eux-mêmes du soin de poursuivre la lutte. Et, conséquence de cet isolement des élus et de cette démission des électeurs, corruption de tout le système, du fait du dégoût et de la lassitude des uns et des autres.

Si les écologistes commettaient l'impardonnable imprudence de s'engager dans cette voie, l'on pourrait bien vite constater que ce n'est pas la politique qui servirait l'écologie mais l'écologie qui servirait la politique. Les écologistes réalistes sont d'une part négateurs, d'autre part constructeurs : écologie politique non ! écologie sociale oui ! C'est au coude à coude que la lutte doit se poursuivre, au grand jour, tous appuyés par une masse informée, et non dans des officines parlementaires, en marge de la vie et des hommes.

LES EN-DEHORS DE L'ÉCOLOGIE

Certains grands privilégiés comptent froidement qu'une catastrophe à l'échelle mondiale — dont la plus probable soit une guerre atomique, soit une grande famine planétaire — décimera la popu-

lation, ce qui clarifiera la situation en leur permettant de conserver leur puissance et leur existence somptueuse. Une planification mondiale fondée sur une sorte d'apartheid universel de nations riches et de nations pauvres peut s'organiser au profit d'une minorité internationale.

L'optique des grands trusts, des grands monopoles, des grandes compagnies multinationales, en un mot des maîtres du monde, est de pouvoir subsister en dehors des calamités qui se présentent en dirigeant une société technocratique et policière où, dans chaque pays, pour la survie de quelques privilégiés nantis, l'ensemble du peuple devra passer sa vie écourtée dans un enfer social.

LES ANARCHISTES : ÉCOLOGISTES PAR NATURE

Et les anarchistes ? « Bof ! vous savez, ce sont des utopistes ; ils n'ont jamais rien fait de concret. Bien sûr, leur idéal est très estimable, ils n'ont qu'un but, jeter à bas cette société que nous contestons nous aussi mais avec des méthodes plus réalistes et plus raisonnables. Ce sont des rêveurs. » Naturellement, lorsque ces propos sont présentés à Jacques Bonhomme, il faut reconnaître qu'ils ont un impact certain, car ils entrent dans le courant de sa routine et de ses préjugés.

Mais, pour qui peut examiner les tenants et les aboutissants, cela prêterait à rire si la situation n'était pas tragique. Ceux qui répandent ces contre-vérités sont plus ou moins des adeptes des deux grandes idéologies qui se disputent l'hégémonie du monde. Deux grands mouvements mystiques, avec lesquels il est incontestable qu'il faudra compter, se trouvent en présence : la **sociocratie** (marxisme) et la théocratie (judéo-chrétienne). Lorsque l'on connaît leur histoire et que l'on réalise où ils nous ont conduits, on est en mesure de peser la valeur de leurs arguments, et l'on sait qu'il n'y a rien de bon à en attendre. En revanche, aujourd'hui où toutes les formes du pouvoir s'effondrent, où non seulement les économies classiques ne sont plus valables, où non seulement les valeurs fictives doivent céder la place aux valeurs réelles, mais où la société est le dos au mur devant un environnement qui ne triche pas et avec lequel on ne triche pas impunément, face à un bilan de faillite d'une planète ruinée dans ses réserves véritables, aujourd'hui c'est aux théories anarchistes que l'on fait des emprunts.

La vérité, c'est que dans tous les domaines, question de la paix toujours menacée par le militarisme, sexualité, droit de disposer de son corps, démographie, environnement, pollution, etc., dans tous ces problèmes, plus sensibles chaque jour, et qui ne se laisseront pas oublier, les anarchistes n'ont pas à entrer, ne les ayant jamais quittés. Ils n'ont pas à y venir avec un faux nez, dans l'espoir de récupérer, de noyauter, de s'introduire et de « prendre le train en marche ». Ils sont chez eux. Le combat que cela implique, c'est celui qu'ils mènent depuis toujours.

La Commission écologique.

(1) Voir « Eugène Humbert », par Jeanne Humbert. En vente à Publico.

(2) Les libertaires ont créé l'expression « maternité consciente ». Ils la conserveront plutôt que d'adopter l'expression similaire récente de « planning familial ». Cette seconde tournure est moins riche et ne pose pas le problème de **conscience** qui consiste à lutter contre la surpopulation. En ce qui concerne la richesse de la formule choisie par les libertaires, lire le livre de Manuel Devaldès « La Maternité consciente ».

L'ENJEU OCÉANIQUE

La conférence de Caracas sur le droit de la mer, qui s'est séparée le 28 août sans être parvenue au moindre accord, a néanmoins posé, à défaut de le résoudre, le problème de l'utilisation des ressources des océans. Plusieurs tendances se sont affrontées, chaque Etat se souciant beaucoup plus de ses intérêts immédiats que du bien commun de l'humanité; et l'on a revu — une fois commence à devenir coutume — les pays riches s'unir contre les pauvres sans distinction d'idéologie. L'U.R.S.S. s'est ainsi retrouvée aux côtés des Etats-Unis pour défendre contre les nations du tiers monde, pressées d'accéder enfin à une indépendance réelle par l'exploitation à leur profit des ressources locales, la liberté de navigation qui répond à leurs buts stratégiques, pourtant antagonistes.

L'ENJEU ECOLOGIQUE

On a longtemps cru que les ressources des océans en poissons étaient inépuisables, et c'est pourquoi on n'avait jamais imaginé jusqu'à Caracas que l'on devrait revenir sur le principe de la liberté totale de la pêche consacrée par la convention de Genève de 1958. Il a pourtant fallu se rendre à l'évidence : les mers se dépeuplent, tant à cause de la pollution que d'une exploitation incontrôlée qui ressemble plutôt à un pillage.

Cette situation catastrophique n'empêche pas les organismes internationaux « scientifiques » de prévoir un doublement du produit de la pêche dans les années à venir, alors qu'il faudrait penser à la contrôler et même à la ralentir dans certains cas.

Les hommes sont en train de détruire les ressources nutritives de la nature, à l'heure où ils vont en avoir besoin plus que jamais pour combattre les grandes vagues de famine qui vont s'abattre sur le tiers-monde si des mesures efficaces ne sont pas prises rapidement. Mais les Grands ne tiendront compte de tout cela que s'ils ont pu AUPARAVANT satisfaire leur désir de suprématie économique et militaire.

L'ENJEU ECONOMIQUE : LES RESSOURCES DES FONDS MARINS

Les U.S.A. tiennent à conserver le droit d'exploiter les régions maritimes actuellement sous le régime de la propriété commune pour deux raisons essentielles :

D'abord pour continuer le pillage des régions côtières du tiers-monde, sur lequel ils basent leur prospérité depuis de longues années.

Ensuite pour pouvoir extraire à leur profit un pétrole qui se fait de plus en plus rare. En effet, les recherches, récemment accélérées dans ce domaine, ont permis d'estimer les ressources globales des océans à 200 milliards de tonnes, contre 90 sur les continents, ce qui repousserait de 40 ans l'échéance au-delà de laquelle il faudra trouver de nouvelles sources d'énergie.

Or il est parfaitement impossible, dans les conditions technologiques

actuelles, d'atteindre les plus grandes réserves, qui se trouvent précisément à plusieurs milliers de mètres sous l'eau. D'où l'importance des plateaux continentaux et des mers peu profondes où l'on peut, jusqu'à 500 ou 600 mètres de profondeur, aller chercher le précieux liquide, encore que ce ne soit jamais dans des conditions satisfaisantes de sécurité pour le milieu marin.

Mais les pays peu industrialisés ont récemment pris conscience de cet état de choses, et ils entendent bien exploiter à leur profit ces incroyables richesses. C'est pourquoi ils ont tenté, à Caracas, de faire accepter l'idée d'une extension de la zone territoriale à 200 milles (370 km), à la place des 12 milles actuels (22 km). Mais les puissances n'ont pas cédé, et le problème reste entier.

L'ENJEU MILITAIRE

La mer offre également d'immenses possibilités dans le domaine militaire, notamment pour dissimuler des bases de missiles stratégiques.

L'O.N.U. a bien été saisie des dangers d'une telle politique de laisser-aller, mais les intérêts étaient trop divergents : les petits pays souhaitaient la démilitarisation totale des fonds marins, non par humanisme mais parce que leur taille leur interdit de rivaliser avec les Grands; l'U.R.S.S., disposant d'une importante flotte de sous-marins, était favorable à un accord interdisant l'installation de détecteurs anti-sous-marins; et les U.S.A., en contrepartie, avaient besoin de ces installations pour éviter d'être submergés par la flotte sous-marine soviétique (315 unités contre 115). C'est pourquoi, si un accord est intervenu en 1970 comme suite aux discussions entamées en 1967, s'il a été signé en 1971 pour entrer en vigueur en 1973, sa lenteur n'a d'égale que son inutilité puisqu'il n'interdit que les « installations fixes en dehors des eaux territoriales » et ayant un but « spécifiquement nucléaire ou de destruction massive ». Cela signifie en clair que l'on peut installer des bases de missiles non nucléaires n'importe où, et des armes nucléaires dans les eaux territoriales « seulement ». Un coup dans l'eau, en somme...

Mais l'enjeu le plus important est constitué par les détroits, éléments clés de la stratégie militaire, qui pour la plupart vont passer sous le régime de la mer territoriale, si le principe des 200 milles finit par être admis. Les pays qui auront alors le contrôle de ces détroits sont partisans du « droit de passage inoffensif » établi par la convention de Genève pour le régime des mers territoriales. Mais les militaires n'ont pas confiance, car l'article de la Convention stipule que l'Etat côtier garde le droit de suspendre ce droit de passage inoffensif (maritime, mais aussi aérien) pour des raisons de sécurité. L'application la plus célèbre de cette clause a été la fermeture du canal de Suez.

C'est là la cause principale qui a fait échouer les négociations de Caracas. Les U.S.A. finiront peut-être par accepter une extension de la zone territoriale, mais pas avant

que ne leur soit garanti le libre passage de leurs unités de guerre à travers tous les détroits du monde. Un compromis interviendra certainement dans ce sens à l'issue des conversations qui reprendront à Caracas le 17 mars prochain.

Mais il conviendrait peut-être d'examiner la stratégie globale des U.S.A.; cela nous permettrait de mieux comprendre l'enjeu de la conférence de Caracas et les dessous du conflit chypriote.

DE L'O.T.A.N.

Née d'un réflexe de défense face à l'expansionnisme soviétique de l'après-guerre, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord a regroupé les puissances occidentales (U.S.A., Canada, France, Royaume-Uni, Allemagne de l'Ouest, Italie, Benelux) et de petits pays servant de points stratégiques le plus souvent (Danemark, Norvège, Islande, Portugal, Turquie, Grèce). D'abord simplement militaire, elle se dota d'organismes économiques et culturels, mais tous subordonnés à l'objectif militaire de défense du « monde libre ».

La stratégie de l'O.T.A.N. a toujours reposé sur la force dite « de dissuasion ». Mais comme la force de frappe nucléaire n'est pas utilisable en deçà d'un certain seuil dit « de nucléarisation », l'U.R.S.S. put continuer à lancer des offensives localisées et sporadiques sans craindre de représailles. Pour rendre la dissuasion efficace, il fallait donc diminuer au maximum la marge existant entre la coexistence pacifique et le seuil de nucléarisation. La solution imaginée fut d'installer des bases militaires de l'O.T.A.N. sur tout le front atlantique, du cap Nord jusqu'à la Turquie, en passant par l'Allemagne fédérale. Ainsi une attaque communiste, dans la mesure où elle serait obligée de s'affronter directement aux forces alliées de l'O.T.A.N., serait d'autant plus susceptible d'atteindre, aux yeux de l'opinion, ce fameux seuil de nucléarisation d'un conflit mondial. On n'a jamais procédé autrement pour déclencher une guerre souhaitée et obtenir des députés les crédits de guerre.

Et comme les U.S.A. surclassent en puissance tous leurs alliés, c'est tout naturellement à eux qu'il est fait appel chaque fois qu'il s'agit d'occuper une nouvelle position stratégique. Ce sont donc eux les grands bénéficiaires du pacte Atlantique, et ce sont finalement leurs options stratégiques qui prévalent dans la plupart des cas.

A NIXON...

Nixon n'est plus au pouvoir, victime d'une démocratie qu'il n'était pas sans souhaiter moins effective, à en juger par les régimes qu'il a installés ou soutenus à l'étranger. Il n'est plus là pour diriger les affaires politiques, mais ce sont ses options fondamentales que les U.S.A. vont suivre pendant longtemps encore.

Depuis l'échec de la guerre colonialiste du Viet-Nam, type de guerre où il était totalement exclu que l'on recoure à la force nucléaire comme moyen de destruction, les engage-

ments terrestres massifs ont été condamnés par le Pentagone. Une stratégie globale entièrement nouvelle a donc été élaborée.

Désormais il est établi que la force de dissuasion ne saurait suffire : des capacités d'intervention rapide sont nécessaires, ces interventions pouvant constituer seulement des démonstrations de force à valeur dissuasive. La formule optimum semble résulter de l'équation « marine + marines », c'est-à-dire des troupes aéroportées basées sur des porte-avions et des porte-hélicoptères. Cela permet d'influer sur les conflits par une présence menaçante sans pour autant s'engager sur le terrain; et si l'on s'y engage, on garde la possibilité d'effectuer une retraite rapide. On comprend déjà pourquoi la bataille pour les océans engagée à Caracas intéresse à un si haut point les stratèges du Pentagone! Et lorsqu'on sait que des unités de guerre ont besoin de bases proches de leur périmètre d'action pour se ravitailler, on commence à comprendre pourquoi les U.S.A. s'intéressent tant aux rochers de la Méditerranée orientale, pourquoi ils ont installé la dictature des colonels et pourquoi ils ont tout fait pour chasser Makarios de Chypre.

CHYPRE :

UN BASTION AVANCE DU PACTE ATLANTIQUE

Quand, après un demi-siècle de conflit larvé avec les habitants de l'île, l'Angleterre accéda à leur désir d'indépendance, le 16 août 1960, elle sut préserver son avenir méditerranéen en passant avec son ancienne colonie un accord lui permettant d'installer des bases militaires gratuitement. Aujourd'hui, elle a deux bases, regroupant 8.000 hommes. Chypre est donc depuis toujours intégrée à l'O.T.A.N. par l'intermédiaire du Royaume-Uni.

Et c'est bien ce qui prouve la volonté déterminée des U.S.A. d'utiliser à leur profit le pacte Atlantique. Sinon, pourquoi auraient-ils demandé au président Makarios la cession d'un morceau de son littoral pour y installer une base? Il faut donc bien prendre l'habitude de distinguer les options de l'O.T.A.N. de celles des U.S.A., sauf dans une optique de sujétion des premières aux secondes.

Deux éléments sont entrés en ligne de compte pour ceux qui ont monté ce qu'il faut bien appeler le « coup de Chypre », tant son machiavélisme égale pour le moins le « coup de Prague ».

Le président Makarios s'opposait, tant par sa volonté d'indépendance nationale et de non-alignement que par ses relations amicales avec l'U.R.S.S. et la Chine, à la réalisation des desseins militaires des U.S.A. Il fallait à tout prix que Chypre bascule dans l'orbite de Washington. Mais il était impossible de conquérir Chypre militairement, ni de provoquer un coup d'Etat intérieur comme au Chili (Makarios était trop populaire). La Grèce, qui n'a pratiquement jamais cessé de revendiquer la possession de Chypre, se trouvait justement aux prises avec des difficultés intérieures insolubles. Pour éviter une insurrection qui couvait, Washington

se résigna à renoncer à la dictature. Les Américains faisaient ainsi d'une pierre deux coups : Chypre passait dans leur camp et ils démantelaient « à chaud » une situation périlleuse. Les généraux grecs n'ont été dans cette affaire qu'un instrument au service des hauts intérêts de la politique étrangère américaine; c'est à eux que l'on a fait endosser la responsabilité du coup d'Etat, avec la complicité tapageuse de la presse « libre ».

Il suffit d'ailleurs de suivre l'évolution de la situation à Chypre pour s'en convaincre. Il semble que ce soit tout exprès que les militaires grecs ont hissé au pouvoir une personnalité, certes forte, mais absolument pas crédible, Nicos Sampson, fasciste notoire et partisan du rattachement à la Grèce ce qui était une aberration du point de vue politique. Huit jours plus tard, il démissionna pour laisser sa place « dans la légalité » à Cléridès, suppléant légal de Makarios. En outre, les Turcs envahirent l'île sans que les U.S.A. prennent la peine de faire pression pour les en empêcher. Ce qui nous donne la situation actuelle : d'une part un gouvernement légal destiné à entretenir l'illusion de la continuation de la politique de Makarios... mais sans Makarios; d'autre part une minorité turque en position de force, capable d'imposer ses vues par l'intermédiaire du vice-président Denktash, ce qui permet aux U.S.A. de s'installer en fait à Chypre par le truchement d'Ankara, en feignant, aux yeux de l'opinion publique, de déplorer l'attitude du gouvernement turc et d'avoir provoqué le retour à la légalité. Nul doute que Cléridès devra faire de larges concessions à la minorité turque; dans une situation d'infériorité, il sera forcé d'accepter la proposition turque d'état fédéral s'il veut retrouver au moins une partie des riches plaines du Nord; Denktash aura alors tout loisir de céder une partie de son territoire aux U.S.A. pour l'usage que l'on sait (et pourquoi pas une de celles que le Royaume-Uni abandonnera prochainement à cause de ses difficultés économiques). Nul doute que le même Cléridès devra abandonner l'idée de poursuivre la politique d'indépendance nationale de Makarios; nul doute que les U.S.A. auront leur(s) base(s) stratégique(s) à Chypre.

ALAIN SAUVAGE.
groupe de Tours.

| |
|---|
| <p>Congrès NATURE et PROGRES : Les 15, 16, 17 novembre 1974 Centre international de Paris Porte Maillot III^e Festival du livre de nature 1^{er} Festival du film écologique Ateliers écologiques Renseignements : Commission écologique</p> |
| <p>La Commission écologique à votre service : CONTACT : 3, rue TERNAUX, 75011 Paris</p> |

L'AUTOMOBILE EN QUESTION

Quand, en 1769, Cugnot mit au point la première automobile, il ne croyait sûrement pas que son invention deviendrait un gadget meurtrier et onéreux pour la collectivité. Le capitalisme a fait de la voiture le symbole de la réussite sociale, de la force, de la puissance. Le désir de paraître a supplanté le désir d'être. Emprisonné dans un carcan d'institutions et de lois contraignantes, l'individu se découvre à travers les biens qu'il consomme. Acheter une automobile, c'est acquérir une position sociale, c'est adopter un style de vie. C'est, en fait, avoir le sentiment de partager des privilèges dont seule une minorité a la jouissance.

L'automobile, c'est d'abord une puissante industrie née au début du siècle et dominée par les Etats-Unis depuis 1908, date où Henry Ford créa la première chaîne de montage. Sur les 268 millions de véhicules en circulation dans le monde, plus de 100 millions se trouvent aux U.S.A.

En 1971, les principaux producteurs mondiaux se classaient comme suit :

| Firmes | Unités produites | |
|------------------------------------|------------------|-----------------|
| — General Motors (U.S.A.) | 5.800.000 | 157 milliards F |
| — Ford Motor (U.S.A.) | 3.200.000 | 92 » |
| — Volkswagen - Audi - NSU (R.F.A.) | 2.200.000 | 27 » |
| — Toyota (Japon) | 2.100.000 | 19 » |
| — Chrysler Corp. (U.S.A.) | 1.700.000 | 18 » |

Comme par hasard, c'est dans le secteur automobile (avec le pétrole et l'informatique) que nous retrouvons les principales firmes multinationales. Les lamentations des fabricants à propos de la crise pétrolière peuvent nous faire sourire quand on sait que le taux d'expansion de ces entreprises est le double de celui de toute l'industrie. Si

les marchés risquent de se refermer dans les pays développés, les fabricants misent sur les pays de l'Est et les pays en voie de développement pour maintenir leur position.

La principale caractéristique de l'industrie automobile, outre l'importance de la production, est le haut degré de concentration. Il y a actuellement 26 fabricants contre 44 en 1927 et 300 en 1914. A la tête de ce secteur, General Motors (voir le tableau ci-dessus). Le chiffre d'affaires de cet empire industriel est supérieur au produit national brut de la Suisse (157 milliards de francs contre 136) ; les seuls profits de G.M. sont supérieurs au chiffre d'affaires de Citroën. Enfin, pour mesurer la domination des Etats-Unis dans ce domaine, sachons que le chiffre d'affaires cumulé de General Motors et de Ford est supérieur à celui des constructeurs européens et japonais réunis.

Si l'automobile est une source de profits pour quelques-uns, elle est aussi une arme redoutable dans les mains de ceux qui l'utilisent. Ce moyen de trans-

port est le plus irrationnel qui soit car il est, de loin, le plus dangereux, le plus polluant et le plus coûteux.

LES ACCIDENTS

D'après Fabre et Michael (1) « les enfants qui naissent aujourd'hui seront tous impliqués dans un accident d'automobile cor-

poré ; 2 % y seront tués, 25 % légèrement blessés, 15 % grièvement blessés ». Dans les pays développés, les accidents de la circulation sont les principaux responsables des décès accidentels.

Un rapide coup d'œil sur le tableau suivant suffit à lui-même :

| FRANCE | Accidents | Tués | Blessés |
|--------|-----------|--------|---------|
| 1960 | 141.000 | 8.300 | 185.000 |
| 1972 | 274.500 | 16.600 | 390.000 |

A titre de comparaison, les chemins de fer ont causé la mort de 350 personnes en 1972 et l'avion 1.300.

Si 80 % des accidents sont dus à une négligence du conducteur, il ne faut pas oublier la responsabilité des constructeurs dont le souci de rentabilité fait passer les performances et l'esthétique avant la sécurité. Techniquement, il est possible de fabriquer des véhicules offrant toute la sécurité requise mais cela ne reste qu'une affaire de laboratoire. Il est beaucoup plus facile aux autorités de verbaliser les stationnements illicites et de sanctionner les infractions au code de la route que d'adopter des mesures préventives. Alors que les progrès de la médecine, de la chirurgie, l'amélioration de l'hygiène ont permis aux pays développés de stopper bon nombre de maladies, la technologie nouvelle, aux mains de castes assoiffées de pouvoir et de richesses, a créé de nouveaux fléaux.

LA POLLUTION

Les moyens de transport sont responsables de la moitié de la pollution de l'air ; l'automobile est à elle seule responsable de

la moitié de celle-ci. Dans certaines villes, au Japon notamment, l'atmosphère est si viciée par les gaz d'échappement que les policiers sont obligés de se réoxygéner toutes les heures.

L'oxyde de carbone et l'anhydride sulfureux dégagés par les voitures altèrent les poumons et le sang des individus et provo-

quent des lésions irréversibles que la médecine a bien du mal à guérir.

Il ne faut pas oublier la pollution causée indirectement par l'automobile. Chaque voiture en utilisation représente également des garages, des routes, des parkings, de l'énergie ; chaque unité produite mobilise les compétences de techniciens, ouvriers, ingénieurs, chercheurs. Faut-il continuer à gaspiller les richesses matérielles et intellectuelles de la planète pour fabriquer des engins de mort ? Les marchands de mort ne vendent pas seulement des chars ou des missiles mais aussi des automobiles.

LE COUT DE L'AUTOMOBILE

Ivan Illich a calculé qu'un Américain consacre 4 heures par jour, soit 1.500 heures par an, à son automobile, en comptant outre le temps d'utilisation, le temps de travail nécessaire pour payer le véhicule et le carburant. Il a calculé également qu'un Chinois, malgré son faible salaire, consacre moins d'heures de travail à l'achat d'une bicyclette qu'il gardera longtemps qu'un Américain à l'achat d'une voiture qui finira vite à la ferraille.

Quant à l'infrastructure nécessaire, elle revient excessivement cher, compte tenu de sa capacité d'utilisation. Voici, à titre de comparaison, le coût d'un R.E.R. et le coût d'une autoroute à six voies :

A capacité seize fois inférieure, une autoroute coûte aussi cher qu'un métro type « R.E.R. ». La logique de la conclusion s'impose d'elle-même. Pour atteindre le débit de 50.000 personnes transportées par heure, il faut soixante voies d'autoroute...

Faut-il également, pour éclaircir les esprits, préciser que la voiture est une source de rentée d'argent importante :

— les autoroutes à péage : les sept autoroutes françaises ont rapporté près de 600 millions de francs à l'Etat en 1972 ;

— la vignette a fait rentrer environ 1.800 millions de francs dans les caisses publiques en 1971 ;

— taxes sur les carburants : 17.849 millions de francs ;

— cartes grises et permis de conduire : 710 millions de francs.

En tout, l'automobile assure le cinquième des recettes de l'Etat. Il n'est donc pas question de tuer la vache à lait.

En définitive, nous nous apercevons que la voiture est plus un instrument d'aliénation et un « bouffeur de richesses » qu'un moyen de locomotion utile à l'homme pour vivre. Il faut à tout prix arrêter cette prolifération d'automobiles par une éducation de l'homme afin qu'il prenne conscience que la liberté ne passe pas par la voiture de sport ou la huit cylindres décapotable. C'est une tâche ardue dans la mesure où des intérêts économiques importants sont en jeu. Nous verrons dans un prochain dossier comment nous pouvons envisager d'autres moyens de transport beaucoup plus rationnels et moins coûteux pour les individus.

COMMISSION DES TRANSPORTS

(1) « Stop à l'automobile ».

Informations internationales

Roman-Feuilleton : LA JUSTICE ITALIENNE

L'attitude et les déclarations de MARINI devant les juges du tribunal de Salerne d'abord et de Vallo della Lucania ensuite, ont fait de nombreux « plaignants », parmi lesquels ces « très estimés défenseurs de la justice et de la vérité » (1) : le ministre public LAMBERTI et le procureur général de Salerne qui l'accusent de « diffamation, outrage et autres ».

De même, sa lutte à l'intérieur des prisons italiennes a été aussi peu appréciée : MARINI devra comparaître d'abord pour deux procès à Matera, le premier pour « diffamation, outrage à un gélier », le second pour « résistance, occupation, etc. » lors de la mutinerie à la prison de cette ville. Ensuite, un autre procès aura lieu à Salerne, dont le motif « diffamation et diffusion de nouvelles fausses et tendancieuses » se rapporte aux accusations portées par MARINI contre le personnel de la prison à la suite

de la mort du détenu SORRENTINO.

Enfin, et peut-être pour nous prouver que la « magistrature » ne lit pas seulement des bandes dessinées, un procès se tiendra à Rome, à la suite de l'interview de MARINI à l'« Express ».

Ces procès sont actuellement les seuls « officiels », mais il y en aura encore...

Ainsi, la justice italienne essaie, tant bien que mal, de se remettre des coups portés à sa dignité. Cette série de procès « secondaires », c'est son moyen de se refaire une vertu. Plus que jamais, la lutte pour la liberté de MARINI doit continuer, s'intensifier ; mais elle n'aura pas lieu dans une salle de tribunal. Notre liberté, comme celle de MARINI, devra être conquise par la pression et la mobilisation de tous, jusqu'à la conclusion d'un procès commencé depuis plus d'un siècle déjà : celui du POUVOIR.

GRECE

Après la chute de la dictature, on nous a dit que la liberté était revenue en Grèce. Pas pour tout le monde : des tribunaux militaires viennent de condamner huit objecteurs de conscience qui avaient refusé de prendre les armes lors de la dernière mobilisation générale (en juillet 1974, au moment de la crise de Chypre) contre « l'ennemi héréditaire ». Les peines sont lourdes : 4 peines de 20 ans de prison, trois de 15 ans et une de 5 ans. En Grèce, les objecteurs de conscience ont un régime « spécial » : la prison.

D'autre part, au début du mois d'octobre, 400 jeunes ont manifesté à Jannina (Epire) réclamant le retour des réservistes chez. Tous les partis politiques ont désapprouvé cette manifestation y compris (et surtout) les représentants des deux partis staliniens.

Relations Internationales.

| | Chemin de fer type « R.E.R. » | Autoroute à 6 voies |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| Capacité/heure dans chaque sens | 50.000 voy. | 3.000 voy. |
| Coût/km Paris | 100.000.000 | 100.000.000 |
| Proche banlieue | 30.000.000 | 40.000.000 |
| Grande banlieue | 15.000.000 | 12.000.000 |

Le groupe libertaire Louise Michel organise un

GALA

le 21 décembre 1974

à 21 heures

Pour tous renseignements, s'adresser à :

LIBRAIRIE PUBLICO - 3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : VOL.34-08
ou au local du groupe :
10, rue Robert-Planquette, 75018 PARIS

PAUL ROBIN

UN PRÉCURSEUR DE L'ÉDUCATION LIBERTAIRE

Il aura donc fallu arriver à l'aube du XXI^e siècle pour se rendre compte que l'homme « civilisé », le créateur d'énergies nouvelles, qui devait faire de lui un demi-dieu... un être libre et heureux dans une société où la misère et l'injustice auraient à jamais disparu, contrairement à ce que le monde attendait de lui, est en train d'empoisonner, un peu plus chaque jour, le milieu écologique, l'environnement dans lequel il vit et qu'il doit à tout prix conserver sous peine de se détruire lui-même !

Nous en sommes arrivés là pourquoi ? Sans doute pour avoir préféré aux richesses naturelles le désir de puissance que procure l'argent, avec tout ce que cela entraîne d'injustices et de misère pour une grande partie de l'humanité.

Et pourtant, depuis près d'un siècle, des hommes sincères et généreux (en tant qu'éducateurs) s'étaient penchés sur ce problème que pose aujourd'hui l'écologie dans notre société industrialisée et technique.

La pédagogie moderne est un des thèmes de revendication d'une jeunesse qui veut participer à l'instruction et non être gavée comme une oie de Noël ; une jeunesse qui remet en cause l'enseignement traditionnel et réclame de nouvelles formes de connaissance. Et cette pédagogie moderne, quels en sont les pionniers ? Paul Robin, Francisco Ferrer, Sébastien Faure, Madeleine Vernet...

Tout ce qu'innovent de nos jours « les esprits avancés » n'est que la démarcation de ce que *proposaient et réalisaient* les anarchistes à la fin du siècle dernier.

La place nous étant limitée, nous ne parlerons aujourd'hui à titre d'exemple que du premier réalisateur de l'école moderne.

PAUL ROBIN
OU LA PÉDAGOGIE
DU XXI^e SIÈCLE EN 1870

En 1880, le département de la Seine, rentrant en possession d'un legs important que lui laissait un négociant (Joseph-Gabriel Prévost, mort en 1875) pour l'entretien des enfants des deux sexes d'un orphelinat de Paris, décida alors de rajeunir l'enseignement donné jusque-là aux élèves. Ferdinand Buisson, ministre chargé de l'organisation des programmes scolaires, recrutait alors, parmi les membres de l'enseignement laïque, des collaborateurs aptes à assurer des responsabilités nouvelles pour ce centre d'éducation situé à Cempuis, petit village de l'Oise.

Paul Robin, retour d'Angleterre où il enseignait comme pro-

fesseur de français et de mathématiques, fut sollicité pour prendre part à cette œuvre rénovatrice. Il n'accepta pas d'emblée cette offre, car il avait sur l'enseignement des idées précises qui ne cadraient pas avec celles de l'Etat, tout laïque qu'il fût.

« Toute éducation, disait-il, qui ne tend pas à faire un penseur, un travailleur, un être intelligent et actif, est une éducation incomplète et stérile. » Il en avait déjà publié quelques aperçus en 1870, dans un rapport au congrès de Mayzeux, présenté par le cercle d'études sociales de Paris sous ce titre, « L'Enseignement intégral ». Sur le point d'être nommé à la direction d'une école primaire supérieure à Paris, Paul Robin voulut quand même, avant de quitter son poste, visiter l'établissement de Cempuis. Au bout de sa visite, il vit là le moyen de pouvoir enfin réaliser son rêve. Il postula donc pour l'emploi — peu demandé — de directeur de ce centre, et fut nommé par arrêté préfectoral, le 16 septembre 1880, directeur de l'orphelinat Prévost de Cempuis.

Au directeur de l'enseignement primaire de la Seine, qui s'étonnait de le voir accepter un poste aussi humble, il répondit par cette phrase qui en disait long sur ses intentions : « Accordez-moi en liberté ce qui manque en majesté à cet établissement. » En effet, Paul Robin, dont l'activité a toujours stupéfié son entourage, se mit au travail, et, quelques semaines après son arrivée, l'aspect de la maison avait déjà changé. Des classes nouvelles avaient été remises en service, des ateliers s'étaient montés, des outils mis à la disposition des élèves, ses propres livres, un matériel scientifique qu'il possédait, plus une petite imprimerie qui lui avait servi au temps de « l'Internationale », formèrent les premiers fonds. On nettoyait tout, on rajeunissait le cadre ; on creusa une piscine pour que les enfants puissent apprendre à nager. Les gosses eurent accès partout : à la ferme, au parc, aux jardins, lieux jusque-là interdits ! Tout le monde, filles et garçons, professeurs et directeur, formaient une grande famille, et se trouvaient réunis pendant les repas autour des mêmes tables dans le grand réfectoire, mangeant le même menu.

Ainsi Gabriel Giroud pouvait écrire dans son livre sur l'école de « Cempuis » dédié à Paul Robin ces quelques lignes prises au hasard... « Nous n'étions plus de la chair à pitié ni à mépris ; fini la bonté distante et condescendante, nous nous sentions aimés, choyés, soignés. Notre morne et minable maison, taudis horrible de saleté et de dégradation, était transformée en ruche joyeuse qu'elle ne cessa d'être quatorze ans durant. L'abbé Butard — qui nous inoculait le virus catholique — dut abandon-

ner la place non sans grincer des dents car il était combatif. Sa chapelle fut désaffectée, transformée en atelier, puis rasée plus tard pour des agrandissements, ce que les journaux cléricaux ne manquèrent pas de faire connaître en s'indignant de ce remplacement profane ! L'enseignement n'était ni déiste ni athée, il était purement et simplement humain ; on ne niait pas Dieu à Cempuis, on l'ignorait... »

Paul Robin détestait les concours, il était adversaire des classements, des titres, des diplômes ; il était aussi contre les punitions et les récompenses. Quand il faisait beau, c'était des promenades, des excursions, des visites aux musées, aux exploitations agricoles, aux usines de la région, la classe en plein air, la classe aussi dans les bois, la découverte du milieu naturel, les plantes, les animaux, les insectes. Eh oui, c'était déjà l'écologie avant la lettre, et les enfants entraient joyeux et intéressés à l'orphelinat.

Quel était le but de Paul Robin dans son nouveau système d'éducation ? Celui d'abord de sauvegarder la personnalité des enfants, créer une ambiance qui favoriserait le développement de leurs facultés physiques et morales, former des cœurs simples, fraternels et humains et des cerveaux ouverts, dénués de préjugés, de fausse morale, non fanatisés, prêts à l'étude, à l'examen personnel, afin de mettre en pratique cette formule chère à Robin : pas de cerveaux sans mains, pas de mains sans cerveaux.

On pourrait dire aussi que Paul Robin fut à l'origine des premières colonies de vacances quand il décida, dès 1885, d'emmener chaque été ses enfants à la mer.

C'est à Mers-les-Bains qu'il loua une maison assez vaste et sommairement meublée pour abriter une partie de ses pensionnaires, les petits surtout, les grand campant avec joie sous les tentes. Ce fut là, en effet, son secret : rendre l'enfance heureuse de toutes les manières, dans la santé, dans l'esprit et dans le cœur.

Mais, dès 1891, la presse clérico-réactionnaire s'acharna sur l'œuvre de Paul Robin et son système éducatif ; les calomnies s'accumulèrent sur lui, à un moment où l'agitation et les attentats anarchistes redoublaient d'intensité dans notre pays. La presse cléricale, par la plume du très catholique Edouard Dumont, osait même écrire ceci, après la destitution de Paul Robin de son poste : « M. Robin, directeur de la « porcherie » municipale de Cempuis, a été destitué hier, en plein Conseil des ministres, de son poste de directeur ; c'est l'effondrement complet du sys-

tème « pornographique » de la coéducation des sexes. »

Si ce triste prophète vivait de nos jours, il verrait combien pouvaient être fausses ses vues sur l'avenir de l'enseignement. Après cette révocation arbitraire, exigée par les jésuites de tout bord, Paul Robin, avec une légitime fierté et la conviction d'avoir fait œuvre utile, s'exprima face à ses adversaires en ces termes : « Le premier en France, j'ai, pendant 14 années, donné à ces enfants une éducation qui les a rendus d'une bonne vigueur physique, leur a procuré une instruction basée au moins sur des réalités objectives incontestables, leur a donné l'esprit d'observation, d'expérience, malgré leur ignorance et leur dédain de toute conception extra-humaine, les a faits des êtres normaux et bons. A Cempuis, cet établissement sans Dieu, les garçons et les filles de 14 à 16 ans furent élevés en commun, en grande famille, dans la plus grande liberté possible, chacun mis à même de réunir en lui les qualités des deux classes aujourd'hui ennemies ; les goûts de l'intellectuel et de l'artisan, la culture du cerveau et celle de la main, présentant ainsi un premier type de ce que doit à court terme devenir tout être humain. Je n'ai pas fait à de jeunes intelligences, encore incapables de philosopher, la critique de nos institutions décrépités, mais je n'en ai pas fait davantage

l'éloge. Il est bien certain que sans avoir à leur prêcher cette critique, la rectitude de sens et de jugement que leur a donnée l'éducation qu'ils ont reçue, leur inspirera la haine des impuissances et des atrocités des institutions actuelles, lamentables vestiges des siècles passés qui entravent, dans le nôtre, le développement du progrès et du bonheur humain ; voilà mon vrai crime, dont je reste fier. »

Aussi en 1893, Alexis Sluys, directeur de l'École normale de Bruxelles, publiait dans la « Revue pédagogique », une étude approfondie sur l'Orphelinat Prévost de Cempuis, dans laquelle il écrivait à l'intention de Paul Robin : « Les progrès réalisés jusqu'ici annoncent encore d'autres progrès et montrent à tous les esprits émancipés le sens dans lequel il faut orienter l'éducation pour assurer le perfectionnement de l'humanité. »

Avec le recul du temps, on reste médusé d'apprendre ce qu'a pu réaliser Paul Robin sur les méthodes d'éducation des jeunes, à une époque où les cerveaux des adultes étaient encore fortement imprégnés de l'absurde morale religieuse.

Nous pouvons à juste titre être fiers d'avoir eu un homme de cette trempe dans la grande famille libertaire.

L. Brisson
(Commission écologique)

LA RUE

N° 18

REVUE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE
D'EXPRESSION ANARCHISTE

éditée par le Groupe Libertaire Louise-Michel

- Nos prisons, de J. Barrué.
- Idées fondamentales de l'anarcho-syndicalisme, de A. Lehning.
- Sur le révisionnisme anarcho-syndicaliste suédois, d'U. Fideli.
- La révolution pédagogique, de M. Niel.
- Après les élections, de R. Bosdeveix.
- Le syndicalisme moderne, de M. Joyeux.
- Une nouvelle de P.-V. Berthier.

Tous les numéros de « LA RUE » sont en vente à la Librairie Publico.

Abonnement : 4 numéros, 28 F

Abonnement de soutien et « étranger » : 4 numéros, 40 F.

Prix : 8 F l'exemplaire. Tous renseignements utiles à la Librairie Publico.

P.T.T. : L'action directe

DU SABOTAGE A LA GREVE GESTIONNAIRE EXPROPRIATRICE

La caractéristique de l'action directe est d'être une manifestation spontanée ou réfléchie, mais sans interventions d'individus ou de faits extérieurs à la volonté du groupe ou de l'individu qui pratique cette action.

Action directe n'est pas synonyme de violence, elle se présente sous des formes pacifiques ou violentes suivant les circonstances où elle se pratique.

Sur le lieu du travail l'action directe la plus courante est la grève. La grève est sans nul doute une arme efficace, mais suivant les moments et les circonstances; la grève est le moyen le plus difficile pour résister. En effet, la grève partielle nous coûte plus cher à nous postiers qu'à l'administration. TOUT le monde sait que nous ne produisons rien concrètement, et que le courrier que nous ne faisons pas parvenir aujourd'hui, jour de grève, sera acheminé le lendemain ou les jours suivants. On sait aussi combien la combativité de nos camarades est parfois faible. A MAUVAISE PAYE, MAUVAISE CONDITION DE TRAVAIL.

Cette tactique appliquée avec méthode donne de bons résultats! Ne croyez pas qu'en remplaçant le travail à la journée par le travail à la tâche nos exploités sont à l'abri du sabotage!!!! La ligne de conduite dans ce cas serait légèrement changée: au lieu d'appliquer le sabotage à la quantité, on doit l'appliquer à la qualité! Avec le sabotage nous ne sommes plus de la chair molle que l'Etat pétrit à sa guise. Nous avons un moyen d'affirmer notre dignité et de prouver aux gouvernants que nous sommes des Hommes!!!

D'ailleurs le sabotage n'est pas si nouveau qu'il le paraît. Depuis toujours nous le pratiquons individuellement quoique sans méthode. D'instinct, on ralentit plus ou moins la vitesse de notre travail (tri) quand l'administration augmente ses exigences on applique la formule:

A MAUVAISE PAYE, MAUVAISE CONDITION DE TRAVAIL!!!!!!

« C'était vers 1831, les télégraphistes du bureau central, mécontents du tarif des heures supplémentaires de nuit, adressèrent une pétition au ministre d'alors, Cocherie. Ils réclamaient 10 F, au lieu de 5 F qu'ils touchaient pour assurer le service du soir à 7 heures du matin. L'administration ne répondant pas, une agitation sourde commença à se manifester! La grève étant impossible on eu recours au « Mastic ». Un beau matin, Paris s'éveilla dépourvu de communications télégraphiques. Pendant 4 ou 5 jours il en fut ainsi. Le haut personnel de l'administration, les ingénieurs avec de nombreuses équipes de surveillants et d'ouvriers vinrent au bu-

reau central, mirent à découvert tous les câbles des lignes, les suivirent de l'entrée des égouts aux appareils, ils ne purent rien découvrir. Cinq jours après ce « Mastic » mémorable dans les annales du Central, un avis de l'administration prévenait le personnel que dorénavant le service de nuit serait tarifé 10 F au lieu de 5 F. On en demandait pas plus; le lendemain toutes les lignes étaient rétablies comme par enchantement! LES auteurs du « Mastic » ne furent jamais connus!!! (EXTRAIT DU SABOTAGE D'EMILE POUGET.)

Sous quelle forme peut se présenter le sabotage à notre boulot? Le sabotage aux PIT peut s'effectuer ainsi:

Il suffirait de:

— bloquer le courrier industriel et commercial, le courrier gouvernemental (notes d'impôts et d'électricité..., etc.); tout ce qui aurait une importance vitale pour la finance. Cette liste n'est pas limitative...

— De menacer de brûler ces stocks, bien camouflés!

Ce genre d'action provoquerait une grande peur chez « nos administrateurs » car elle paralyserait l'économie de l'Etat. Par ce moyen l'exploiteur se trouverait forcé de capituler en accordant nos revendications. De telles actions font prendre conscience aux travailleurs que l'Etat n'est pas infailible!!! Un jour les travailleurs se rendront compte qu'une paix durable entre eux et les patrons est impossible; et qu'un jour le patronat leur refusera une réforme vitale, alors leur riposte devra se traduire par la grève gestionnaire expropriatrice, ils pourront prendre ainsi véritablement leur vie entre leurs mains!!!

Comment s'effectuera la grève gestionnaire aux PIT?

Il n'est pas question ici d'y répondre dans les moindres détails, mais il est bon que les travailleurs y réfléchissent à l'avance, afin de confronter leurs diverses idées, pour éviter, le jour où se produira un mouvement de grève générale, que celle-ci soit récupérée par un parti ou par un syndicat, lorsque les travailleurs devront organiser eux-mêmes la production assez rapidement, sans patrons, sans bureaucrates, ni hiérarchie!

Je pense qu'il faudra faire marcher la poste sans faire payer les usagers (afin de mettre ceux-ci de notre côté), tout ceci en liaison avec les autres secteurs du service public, en particulier avec les travailleurs de la SNCF QUI TRANSPORTENT une partie du courrier. Pour ce qui concerne la distribution du courrier, il faudra continuer avec nos

moyens actuels, en supprimant les travaux inutiles (acheminement des imprimés commercio-publicitaires qui représentent une bonne partie du courrier). Une décentralisation de la Poste ne sera possible qu'avec la décentralisation des autres moyens de production, réglant pour une grande part le problème des mutations. Pour le télégraphe et le téléphone, « même chose »! De plus les travailleurs, à la construction téléphonique devront être en relation étroite avec les travailleurs du service de télécommunications, par l'intermédiaire de leurs délégués explicitement mandatés, pour étudier les moyens de mieux faire fonctionner un service public, de telle façon que l'usager et le travailleur soient satisfaits (l'administration ne sera plus qu'un outil docile, non oppresseur pour le travailleur, et agréable et utile pour l'usager)!!!

J.-C. L.

UNE GREVE PAS COMME LES AUTRES AUX P.T.T. ?

La grève est partie du centre de tri de la Gare de LYON le jeudi 17 octobre après que le directeur de ligne ait refusé de recevoir la délégation venue déposer une motion revendicative et après qu'il ait proféré des menaces de sanctions disciplinaires en cas de non reprise du travail. Cette grève, décidée par les Assemblées générales de chaque centre, s'est répandue à tous les centres de tri de PARIS dans les 24 heures.

Pour une fois, c'est de la base qu'ont démarré les initiatives, malgré la division provoquée par la C.G.T. dont l'effectif a bien obéi à l'ordre de non occupation des locaux et qui lors du vote s'est retrouvée séparée des autres travailleurs.

Sur les revendications communes:

- 1.700 francs minimum mensuels
- 200 francs pour tout le monde
- Titularisation des auxiliaires

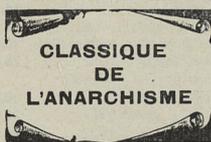
— Amélioration des conditions de travail

les bureaux de postes de PARIS et de Province se sont eux aussi mis en grève. Seulement quelques bureaux sont occupés. Par contre, dans certains bureaux, quand les sections syndicales sont unies, les travailleurs s'organisent en diverses commissions de popularisation de la grève auprès des usagers (distribution de tracts, affichages, visites des bureaux par le public pour montrer nos conditions de travail).

Ne nous leurrions pas, si nous obtenons cette augmentation de salaire elle sera vite rattrapée par l'inflation.

Face aux partis politiques qui vont essayer de récupérer le mouvement au travers des syndicats en invoquant le « Programme Commun » comme seule issue, opposons notre action directe par la grève généralisée non seulement à la fonction publique mais à l'ensemble des travailleurs.

La liaison des postiers de la Fédération anarchiste.



LETTRE A LENINE

A V.J. Lénine, au comité central parussé exécutif des soviets, au comité central du parti communiste russe, à l'Internationale communiste, au conseil général des associations industrielles, au conseil international des syndicats rouges.

Des exemplaires de ce document ont été également envoyés au conseil des commissaires du peuple et au conseil des délégués ouvriers et paysans.

Les organisations anarchosyndicalistes signataires, après un examen soucieux de la situation qui s'est développé dernièrement, et en relation avec les poursuites systématiques contre les anarchistes à Moscou, Petrograd, Charkov et d'autres villes de Russie et d'Ukraine, associées à la violente répression contre les organisations, locaux et publications anarchistes, protestant avec résolution et énergie contre cette violence incessante qui rend impossible non seulement toute activité d'agitation et de propagande mais aussi le travail pure-

ment culturel des associations anarchistes.

La chasse à l'homme systématique contre les anarchistes en général et les anarchosyndicalistes en particulier, a rempli tous les cachots et prisons de Russie soviétique et exprime parfaitement l'esprit du discours de Lénine au X^e Congrès du parti communiste de Russie. A cette occasion, Lénine expliquait que la guerre la plus impitoyable devait être menée contre ceux qu'il désignait comme « les éléments petits-bourgeois anarchistes », et qui — d'après lui —, se développent même au sein du parti communiste, grâce aux « positions anarchosyndicalistes » de l'opposition ouvrière. Comme répondant à cette déclaration publique de Lénine, on arrêta le même jour un grand nombre d'anarchistes dans tout le pays, sans aucune raison ou explication. Contraire à nos camarades emprisonnés n'existaient de plainte officielle, néanmoins on a déjà condamné nombre d'entre eux à des peines de prison et cela en leur absence, c'est-à-dire sans qu'on les cite devant une juridiction quelconque. Les conditions dans lesquelles ils sont jetés en prison sont particulièrement déplorables. L'un d'entre eux, notre camarade Maximoff, après qu'il ait vainement protesté contre les conditions sanitaires de la prison Taganka où il est interné, a au 1^{er} avril saisi le

seul moyen qu'il lui restait et commencé une grève de la faim. Un autre camarade, Jarschuk, fut libéré après 7 jours de prison, mais bientôt on l'emprisonna à nouveau, sans qu'une plainte officielle n'ait justifié le premier comme le second emprisonnement.

On emploie même la violence physique contre nos camarades emprisonnés. Un document provenant des anarchistes enfermés dans la prison Butirka (Moscou), qui porte la signature de 38 camarades et qui fut envoyé le 16 mars à la commission extraordinaire parussé, contient entre autre la déclaration suivante: « Le 15 mars, le camarade Tichen Kaschirin fut, dans la prison de la division spéciale de la commission extraordinaire brutalement attaqué et frappé par votre agent et collaborateur Mago en présence du gardien de prison Duki. » Non content des arrestations en masse et de la violence exercée perpétuellement sur nos camarades, le gouvernement conduit un combat systématique contre le travail d'éducation de toutes les organisations anarchistes. Ainsi on a fermé un grand nombre de nos locaux et même à Moscou la boutique des éditions anarchosyndicalistes « Golos Truda ».

Le conseil des commissaires du peuple n'eut pas le courage de rendre publique la protestation du groupe anarchosyndicaliste « Golos

Truda » et d'enregistrer la plainte concernant les déprédations commises par les agents de la commission extraordinaire dans les locaux des éditions. Le conseil fit « confisquer » les biens de la boutique des éditions « Golos Truda » sans en avertir l'organisation et ordonna une perquisition des locaux sans qu'un représentant du groupe soit présent. L'autorisation de réouvrir le bureau et l'imprimerie du groupe « Golos Truda » à Petrograd ne fut pas accordée. Cet état de choses enlève aux anarchistes toute possibilité d'entreprendre un travail constructif dans n'importe quel domaine et ne nous donne aucune garantie si petite soit-elle que des efforts de nature purement culturelle et éducative comme, par exemple l'édition d'écrits ou le travail d'organisation pour le musée Kropotkine, ne seront pas brutalement et de façon définitive, réduits au silence, et nous élevons notre voix en protestation vigoureuse contre la répression brutale et mesquine contre le mouvement anarchiste par le gouvernement bolchévique.

Ici notre voix est faible. On l'étouffe. La politique du parti communiste régnant condamne toute intention, toute possibilité d'entreprendre une activité ou une propagande anarchistes. Les anarchistes russes sont ainsi acculés à des moyens tels que la grève de la

faim, puisque le gouvernement soviétique leur enlève toute possibilité de conduire à terme les plans et les projets que ce même gouvernement avait promis dernièrement de protéger.

Nous sommes aujourd'hui plus que jamais convaincus de la vérité de notre idéal anarchiste, de la nécessité impérieuse de sa réalisation pratique dans la vie et nous croyons pouvoir affirmer que le prolétariat révolutionnaire de tous les pays est avec nous.

Pour la ligue anarchosyndicaliste « Golos Truda »:

A. Schapiro, secrétaire.
A. Zwetkov, représentant des éditions. (Tampon.)

Pour la confédération russe des anarchosyndicalistes:
S. Markus, membre du comité exécutif.
(Deux autres membres sont en prison.)

(Tampon confisqué par la commission extraordinaire.)
Pour la Ligue pour la propagande anarchiste:

Alexel Borowoj, secrétaire. (Tampon.)

Nous nous solidarisons entièrement avec cette protestation: Emma Goldman, Alexandre Berkman.
Moscou, le 10 avril 1921.

(Traduit de l'allemand - Bücher-Info/Kramer Verlag - Berlin.)

LA FEMME OU L'HOMME

La femme est un individu différent des autres individus que sont les hommes de par sa physiologie et uniquement par celle-ci.

La femme est avant tout un être humain et toutes ses manifestations, qu'elles soient mentales, psychologiques, physiques, ses sentiments, toutes ses pulsions, toutes ses faiblesses et toute sa force lui sont propres, non pas en temps que femme mais en temps qu'entité.

On ne peut concevoir la femme uniquement comme femme, pas plus que l'homme à son rôle d'homme car c'est réduire sa dimension que d'enfermer l'individu dans une caste précise. La femme ainsi que l'homme est un tout et ne peut se concevoir autrement.

Vouloir la libération de la femme sans comprendre que l'homme n'est que l'autre face du miroir et que les deux sont tellement liés que la prise de conscience nécessaire à cette libération dépend des deux, c'est enfermer l'un des sexes dans une situation et la cationner dans une dimension déterminée.

L'homme qui conçoit le rôle de la femme en tant que machine à reproduire et à entretenir un foyer n'est pas un homme libéré, pas plus que la femme qui accepte ce genre de situation.

Ce ne peut être que des individus aliénés par une société et une religion sclérosées.

Bien sûr la femme subit une éducation et reçoit une morale plus aliénante que l'homme depuis la plus tendre enfance et cela dans toutes les couches de la société, mais dire qu'on réprime les sentiments ou les instincts des femmes plus que ceux des hommes est faux. Car même si l'on frustre davantage la sexualité féminine, les rapports sexuels s'effectuant en couple, la réalisation de leur union ne sera que l'aboutissement de leur sexualité réunie et comportera les conséquences de leur propre frustration.

Nous voyons aussi beaucoup d'individus être pour la contraception et l'avortement mais dans tous ces hommes qui soutiennent les femmes dans la lutte pour ces moyens ou ce dernier recours, combien se sont intéressés à la contraception masculine ou à la vasectomie. L'individu qui veut se libérer de tous tabous et remplacer tous les éléments dont on l'a castré, doit déjà s'assumer et se prendre en charge, non pas en tant que sexe mais en tant qu'être. C'est en acceptant l'autre tel qu'il est et en s'entraînant dans nos propres libérations que nous arriverons peut-être à des rapports plus profonds et plus humains.

Il y avait des femmes dans les ordres et cela depuis longtemps, on a vu il y a peu de temps une femme à Polytechnique, puis d'autres s'engager dans

l'armée, on a maintenant un secrétariat à la condition féminine.

Est-ce à dire qu'il y a une condition masculine et pourquoi pas homosexuelle ou hétérosexuelle? Non, il n'y a qu'une condition et elle est humaine et ce ne peut être un secrétariat quelconque qui l'assume tant celle-ci est variée et étendue.

Tous les individus ont leur propre condition qui change selon leur milieu, leur éducation, leur tempérament et leur caractère et vouloir réduire toutes ces données sociales, humaines dans un ministère quelconque, c'est rejeter les milliers d'éléments qui forment cette entité à un niveau qui ne conçoit l'être que comme un objet stéréotypé.

Que ce soit dans le monde du travail, même si l'entreprise fonctionne avec un personnel féminin ou masculin, ce n'est pas un secrétariat d'Etat qui pourra régler leurs affaires mais le personnel lui-même avec la particularité propre de chaque entreprise en tenant compte de la variété des individus qui la compose et en supprimant la hiérarchie car qu'elle soit de sexes, de races ou de valeurs sociales professionnelles, elle contribue toujours à former des secrétariats puisqu'elle en est une dernière manifestation et qu'un secrétaire d'Etat n'est qu'un doigt de la main d'un gouvernement qui, capitaliste ou marxiste, sera toujours la négation de la valeur humaine.

J.-C. DEVINCK.

"PAR LES NUAGES ENTRE LES LANDES ET PARIS"

Sous ce titre, Georges Cazenave — qui s'intitule volontiers « vieux berger landais » — reprend à son compte cette sélection dont Alfred de Vigny avait élagué son œuvre, pour ne laisser à la postérité que ce qu'il en jugeait valable.

Orgueil ou modestie d'un poète?

Les deux peut-être.

Dans une aimable préface, railleuse et gouailleuse, il ironise tour à tour sur ceux qui sollicitent l'homme célèbre pour préfacer une œuvre, et « pour prouver que dans ce flot de médiocrité, on décèle des traits de génie », et égratigne ce dédaigneux mépris des éditeurs et critiques pour le poète de province, dit « régionaliste » avec combien d'entre-guilemets.

Sur un ton plaisamment dé-sabusé, il s'en remet au lecteur qui sera peut-être « son meilleur juge... ou le pire ».

Etant l'un de ces juges (le seul domaine où je consente à ce rôle) j'ai lu les poèmes, dont certains m'étaient déjà connus et m'avaient frappé par la souplesse d'un métier au service d'un sens aigu de l'image surgie.

D'autres m'ont confirmé dans l'opinion que j'avais du poète Georges Cazenave.

Jugez-en à votre tour :

*Derrière les carreaux où se crispe la ville,
Je regarde, à travers les givres en biseau,
Au-dessus des toits blancs,
dont la fumée oscille,
Le lac glacé du ciel où patine un oiseau.*

Maurice LAISANT.

NOUS PRENONS TOUTES VOS COMMANDES DE DISQUES NOUS ASSURONS DES ENVOIS RAPIDES ET SOIGNES PENSEZ POUR LES FETES A OFFRIR DES DISQUES

| | |
|--|------------------|
| Erik SATIE | 34,50 |
| Catherine SAUVAGE : discographie complète | de 28,50 à 34,50 |
| Bernard SAUVAT | 28,50 |
| Gilles SERVAT (264 A) | 30,50 |
| SERRES Christine (257) | 34,50 |
| Maria SCIVITTANO - Récital (343) | 35,00 |
| NINA Simone - at Newport (189) | 34,50 |
| RAVI SHANKAR (189 A) | 34,50 |
| Alexandre SLOBODYANIK - Prokofiev, Liszt, Chopin (345) | 37,00 |
| SOFT MACHINE (203) | 34,50 |
| SOFT MACHINE | 30,50 |
| Martial SOLAL (190) | 28,50 |
| Francesca SOLLEVILLE (235) | 28,50 |
| — (236) | 28,50 |
| — La fine fleur n° 5 (234) | 30,50 |
| — Récital n° 4 | 34,50 |
| ISMAEL - Sortilèges d'Espagne | 28,50 |
| Avec FACIO SANTILLAN - Sortilèges de la flûte des Andes (55) | 30,50 |
| SUN RA AND HIS SOLAR MYTH ORKESTRA (180) | 28,50 |
| SWINGLE SINGERS | |
| — Sounds of Spain, concerto d'Aranjuez (330) | 30,50 |
| — Les Romantiques (331) | 28,50 |
| — Jazz Sébastien Bach (332) | 34,50 |
| Anne SYLVESTRE : discographie complète | de 28,50 à 34,50 |
| TCHAIKOWSKI - Symphonie n° 4 (348) | 30,50 |
| Jean-Marc TENNEBERG - de Villon à Prévert, vol. 2 (323) | 34,50 |
| Jean-Marc TENNEBERG dit Prévert (373 A) | 34,50 |
| Jean-Marc TENNEBERG - Le sang des hommes (373 B) | 34,50 |
| UN SOIR AU THEATRE : Je ne veux pas mourir idiot | 28,50 |
| MIKIS THEODORAKIS : Chante l'otage de Brendan Behan | 34,50 |
| — et tous ses disques | de 28,50 à 40,00 |
| Pierre TISSERANO : 2 volumes | 34,50 |
| Charles TRENET : discographie complète | de 28,50 à 34,50 |
| BEA TRISTAN : Au printemps prochain | 26,50 |
| Henri TACHAN : 4 disques | de 28,50 à 34,50 |
| Anne VANDERLOVE : Ballade en novembre | 20,00 |
| Jean VASCA : Vive un fidu | 28,50 |
| — tous ses disques | de 26,50 à 34,50 |
| BORIS VIAN : | |
| — Le Déserteur | 28,50 |
| — En avant la zizique | 28,50 |
| Gilles VIGNAULT : | |
| — la Manikkoulai | 34,50 |
| — Musicorama | 34,50 |
| Claude VINCI : | |
| — Chansons pour vivre | 28,50 |
| — Chanson de la grande patience | 30,50 |
| STEVE WARING | 30,50 |
| CHICK WEBB | 28,50 |
| WESTERN, the Roky Mountains | 30,50 |
| WESTERN STORY | 30,50 |
| JOHNNY WINTER | 28,50 |
| JACQUES ZYART | 28,50 |
| GEORGES YAMFIR - Flûtes roumaines | 30,50 |

ON CONTINUE A L'APPELER TOM JONES

Un artiste de grand talent, Jacques Debronckart, nous ramène sur une scène parisienne Tom Jones (1), dans une comédie musicale, pour nous réconcilier avec cette expression théâtrale quelque peu ridiculisée depuis *West Side Story*. Et, justement, nous retrouvons Janet Clair qui avait prêté sa voix à la version française.

Inutile de raconter la trame de ce roman anglais, les aventures de ce coureur de filles, c'est divertissant, mais j'insisterai sur les nouveautés lyriques du spectacle, sur la musique qui vaut le déplacement. Bien sûr, il y a Guétary et on serait tenté de penser à l'opérette facile que l'on abandonne aux soirées des grands-parents.

Pour nous qui suivons attentivement l'évolution de la carrière artistique de Jacques Debronckart, c'est chaleureusement que nous invitons les copains à aller voir ce spectacle requinqué, de jeunesse et de classe.

Nous attendons, bien sûr, d'autres disques de Jacques Debronckart et, peut-être, qui sait, adaptera-t-il, puisqu'il en a le goût, la capacité et le talent, une pièce plus tranchante sur des sujets plus brûlants et qui pourrait même s'appeler « Je vis » ou « Mon cher député » ou bien encore « Ils disent que ça sent mauvais autour de mon usine ».

C.S.

(1) Théâtre de Paris, 15, rue Blanche (IX^e).

« JUAN » (1)

A qui s'adresse cette longue nouvelle de Henri DEMAY, si joliment illustrée par André SCHRUB?

Est-ce aux enfants?

Cela éveillerait en eux le goût de l'écriture (et croyez-m'en, les jeunes ne sont pas insensibles à la beauté du verbe), des descriptions évocatrices et nostalgiques de la Camargue.

Cela leur apprendrait aussi, et surtout, que la grande aventure de la vie peut être exaltante, sans coups de poing et de revolver, sans scène de violence et de massacre, où l'imbécile aux biceps d'acier triomphe de tout et faire figure de champion.

Est-ce aux adultes que va cet ouvrage?

En ce cas il pourrait être pour eux le réveil de sentiments de fraîcheur venus de l'enfance, dont la présence obscure permet à l'homme d'aller jusqu'au bout du périple.

Impressions lointaines où l'être, par la vue, l'ouïe l'odorat, prend contact avec l'environnement et s'enivre du vent qui souffle, du ruisseau qui chante et du balancement des ifs, qui se détachent noirs sur le ciel bleu.

Dans ce décor, il y a, hélas ! place pour le conflit des hommes, avec tous les préjugés qui se dressent en frontières et en ségrégations.

Mais tout se fondera en fraternelle compréhension entre

gardians et gitans, comme se fondera à l'heure crépusculaire le ciel, l'eau et la terre sur le mystère de la Camargue.

Maurice LAISANT.

(1) Complément à la revue « Miroir du Centre ».

« AU NOM DU CIEL ET DE LA TERRE »

Est-il besoin de présenter Pauline DEROCHE, dont « La Marseillaise de la Paix » fut chantée au cours de l'un de nos galas, et qui poursuit inlassablement la lutte pour la paix et la fraternité humaine?

Dans le recueil de poèmes qu'elle nous offre aujourd'hui, sont glanées des œuvres dont la création s'étale de l'avant-guerre à nos jours.

Toujours s'y retrouve la continuité de l'auteur à combattre l'inanité.

A son œuvre personnelle, Pauline DEROCHE adjoint des citations empruntées aux auteurs les plus divers, de Bossuet à notre chère Madeleine Vernet, en passant pas les grands noms de la littérature et de l'histoire.

Le livre se clôt sur une déclaration de paix, dont les principes, nous dit-elle, pourraient servir de base à un monde nouveau ayant dépassé la haine.

M. L.

POUR LES FÊTES :

N'OUBLIEZ-PAS LE SERVICE DE DISQUES DE PUBLICO

3, rue Ternaux, 75011 Paris

| | | | |
|---|------------------|--|------------------|
| ARMSTRONG Louis, 3 volumes (163-164-165) | 30,50 | Bernard GALAIS - Musique pour tous (347) | 28,50 |
| ABRIAL Patrick | 30,50 | GARNER Eroll - In Concert | 34,50 |
| Ensemble ACHALAY, musique des Andes (69-70) | 26,50 | GLEN MOR - Hommage à Morvan Lebesque (1) | 34,50 |
| ALLWRIGHT Graeme, 3 volumes (107-108-301) | 30,50 | GOUGAUD Henri (117) | 28,50 |
| ANDRE Maurice, En toute liberté avec... (328) | 26,50 | Stéphane GRAPELLI - Hear Music | 30,50 |
| ARCHIVE OF JAZZ (174) | 26,40 | GRECO Juliette - principaux succès (réf. 130 à 134) de 28,50 à | 34,50 |
| ARNULF Jean, Déjà l'automne (252) | 26,50 | GRIFFIN Johnny - Lady Heavy Bottom's Waltz | 28,50 |
| ATAHUALPA YUPANQUI : | | LES GUARANIS : | |
| — Récital (76) | 34,50 | — Malaguena | 34,50 |
| — Preguntitas sobre dios | 34,50 | — Chants et danses d'Amérique latine | 34,50 |
| — Hommage à A-Y (76 A) | 34,50 | WOODIE GUTHRIE : | |
| AUFRAY Hugues - Chante Dylan (111) | 34,50 | — Ballade de Sacco et Vanzetti | 30,50 |
| AYLER Albert - Free Jazz (187) | 30,50 | — Lettre de Sacco à son fils (Pete Seeger) | 30,50 |
| BADEN Powel - Vol. 2 (58) | 34,50 | LA HARPE INDIENNE - Sergio Cuevas | 28,50 |
| BAEZ Joan | 34,50 | Guy LAFITTE - Blues in Summertime (162) | 26,50 |
| BARBARA : | | Guy LAFITTE - Sugar and Spice (162 A) | 26,50 |
| — L'aigle noir (126) | 26,50 | René-Louis LAFFORGUE (159) | 28,50 |
| — le Soteil noir | 30,50 | Serge LAMA - D'aventures en aventures (270) | 30,50 |
| LES 4 BARBUS : | | Catherine LE FORESTIER - L'amour avec lui (270 A) | 28,50 |
| — la Pince à linge (26) | 30,50 | Maxime LE FORESTIER (270 B) | 34,50 |
| — la Commune de Paris (32) | 34,50 | Félix LECLERC : discographie complète | de 28,50 à 34,50 |
| — Chansons anarchistes (26 A) | 34,50 | LECOIN (404) | 50,00 |
| — Chants de galères (26 B) | 34,50 | Claude LEVEILLEE (280) | 28,50 |
| BARTEL Simone - Jean Anouilh - chansons bêtes (161) | 30,50 | LIBERTO et ANGELO : | |
| BEART Guy - l'Eau vive (127) | 26,50 | — Les deux guitares (62) | 30,50 |
| BONTEMPELLY Guy (286 B) | 30,50 | — Les deux guitares (63) | 28,50 |
| CUARTETO Cedron (47 A) | 34,50 | — L'Oiseau volage (64) | 30,50 |
| CALCHAKIS (LOS) : | | L'HONNEUR DES POETES (371) | 30,50 |
| — Toute l'Amérique indienne (47) | 30,50 | HUSTIN Jacques (279) | 28,50 |
| — La Marihuba indienne (48) | 30,50 | PACO IBANEZ | 28,50 |
| — La flûte indienne (52) | 30,50 | CARMELA avec PACO IBANEZ | 34,50 |
| BONTEMPS Ch.-A. - Eloge de l'égoïsme (78) sur commande | 30,00 | PACO IBANEZ : | |
| BOREL Christian - Les chansons de Montheu - 2 vol. (110-375) | 26,50 | — Poèmes de Lorca et Gongara (402) | 30,50 |
| BRASSENS Georges - Discographie complète (16 à 26) | de 26,50 à 34,50 | — A l'Olympia (402 A) | 34,50 |
| BRASSEUR Pierre - Initiation au théâtre (326) | 22,50 | MAC CARTNEY (208) | 30,50 |
| BREL Jacques - Discographie complète | de 26,00 à 34,50 | Pierre MALAR - A travers les Pyrénées | 26,50 |
| BRUANT - 12 chansons de... (286) | 30,50 | MAGNY Colette : | |
| BERANGER : | | — Répression (27 bis) | 28,50 |
| — Nous sommes un cas (267) | 34,50 | Pierre MAC ORLAN par Monique Morelli (147) | 28,50 |
| — Tranche de vie (267 A) | 34,50 | MAKEBA Myriam - Keepeme in mind (188) | 30,50 |
| — Ça doit être bien (267 B) | 34,50 | Manitas de PLATA (68 et 68 A) | 34,50 |
| Albert CAMUS ou la Révolte et la Mesure par Maurice JOYEUX (77) | 25,00 | Jacques MARCHAIS (278) | 26,50 |
| CANON de Pachelbel (342 A) | 28,50 | MAROC (61) | 24,50 |
| CASH Johnny : | | MARTI (61 A) | 28,50 |
| — At Folsom Prison (222) | 28,50 | Hélène MARTIN : | |
| — At San Quentin (223) | 30,50 | — La fine fleur n° 1 (105) | 28,50 |
| CAUSSIMON Jean-Rogers : chante J.R. Caussimon (160) | 34,50 | — Les amis, mes amours (106) | 30,50 |
| CHEVA Sergio : la harpe indienne (53) | 30,50 | — ELSA, ARAGON (105 A) | 30,50 |
| THE dans Bruce quartet : 1 volume (179) | 30,50 | Frédéric MEY | 30,50 |
| CHAR René et Hélène MARTIN : Terres mutilées (324) | 34,50 | THE MODERN JAZZ QUARTET | 28,50 |
| CHAUMONT Adrienne : Chansons de J.-B. Clément (46) | 30,50 | MONTAND Yves : | |
| Chants d'Uruguay : Canciones para mi America (75) | 30,50 | — En ballade (240) | 30,50 |
| CHELON Georges (273) | 30,50 | — Et la fête continue (242) | 34,50 |
| CILIA Luis (273 A) | 28,50 | Le Paris de... MONTAND (243) | 28,50 |
| CLAY Philippe : | | MONTAND Yves - Sentimental (241) | 26,50 |
| — le Noyé assassin (275) | 34,50 | MONTAND Yves - Claude PREVERT (244) | 30,50 |
| — la Douceur du charleston (275 A) | 30,50 | THE MOODY BLUES : | |
| Congrès international des fédérations anarchistes : archivi sonori (79) | 15,00 | — To our childrens (199) | 30,50 |
| COUNT Basie : Standing ovation (85) | 26,50 | — An the threshold of the dream (209) | 28,50 |
| DEBRONCKART Jacques : | | — With the London Festival Orchestra (213) | 34,50 |
| — Mon cher député (272) | 34,50 | Jeanne MOREAU | 30,50 |
| — J'suis heureux (272 A) | 34,50 | The MOTHERS OF INVENTIONS (216) | 30,50 |
| Le Déserteur et 13 autres chansons pacifistes (29) | 30,50 | MOULOUJJI - Un jour tu verras (100 A) | 28,00 |
| DIMEY BERNARD : 2 volumes (320-320 A) | 30,50 | — Discographie complète (100 à 104) | de 24,50 à 34,50 |
| DIZZY GILLEPSIE : The Many faces of jazz (172) | 18,00 | MOUSTAKI Georges - Bobino 70 : Ma Liberté (233) | 28,50 |
| DOUAI Jacques : ballet national de danses françaises (294) | 30,50 | SUNNY MURRAY - hommage TO AFRICA (198 - 191) | 24,50 |
| DREU Gilles (268 et 269) | 34,50 et 25,50 | Germaine MONTERO : | |
| EARL Himes (177) | 25,50 | — Chanson de Pierre Mac Orlan (250) | 28,50 |
| EDISON Harry : the swinger (193) | 30,50 | — Chante Béranger et Xanrof (251) | 26,50 |
| FERLAND Jean-Pierre : Un peu plus | 30,50 - 30,50 | Jacques PREVERT dit par Germaine MONTERO (318) | 28,50 |
| FERRAT Jean : discographie complète (118 à 125) de 26,50 à | 34,50 | Germaine MONTERO - Poèmes et chansons de LORCA (319) | 30,50 |
| FERRE Léo : discographie complète (7 A à 15 F) | 26,50 à 72,00 | Monique MORELLI - Couté, Rictus (368) | 28,50 |
| 1 ^{er} FESTIVAL DE FOLK-SONG - C'est la fête à Lamsbec (218) | 30,50 | Monique MORELLI - chante BRUANT | de 26,50 à 30,50 |
| Ella FITZGERALD - Misty blues | 30,50 | NEW THING - deux disques (206) | 30,50 |
| FLUTES DES ANDES - les Incas | 30,50 | NOUGARO - Sœur Ane (110) | 34,50 |
| FOLK BLUES | 28,30 | Robert NYEL - Un homme (276) | 26,50 |
| FONTAINE Brigitte - Comme à la Radio (258) | 30,50 | ISAAC OBRECHT | 28,50 |
| AMERICAN FOLK BLUES FESTIVAL (183) | 28,50 | Après Octobre 1917 (321) | 28,50 |
| LOS FOLKLORITAS - Soteil sur les Andes (67) | 30,50 | « Orange Mécanique » (1 vol.) (321 A) | 30,50 |
| FONTAINE Brigitte - Est (259) | 28,50 | OFFENBACH (Grands Musiciens) (338) | 35,00 |
| LES FRERES ENNEMIS - à Bobino (80) | 30,50 | OGERET Marc : discographie complète | de 28,50 à 34,50 |
| LES FRERES JACQUES - Chanson sans calcium (266) | 30,50 | LIVRES-DISQUES POUR ENFANTS | |
| LES FRERES JACQUES - La naissance de Saint-Germain-des-Prés (284) | 28,50 | VIVALDI : les Quatre Saisons (86) | 20,00 |
| Corra VAUCAIRE | 30,50 | Rondes et chansons de France (91) | 20,00 |
| Francesca SOLEVILLE | 30,50 | MARCEL AIME : les Contes du chat perché (90) | 20,00 |
| The best of Ella FITZGERALD - Vol. 1 (168) | 30,50 | CHOPIN (85) | 22,00 |
| Ella FITZGERALD - Mack the Knife (168 A) | 30,50 | MOZART (86) | 22,00 |
| FLORILEGES d'Espagne - Ismael (66) | 30,50 | LISZT (83) | 23,00 |
| | | BEETHOVEN (87) | 24,00 |
| | | ELLINGTON DUKE : greatest hits (176) | 41,50 |
| | | Fables de la Fontaine (95) | 30,00 |
| | | Fadas et guitarradas | 30,00 |
| | | MANUEL DE FALLA : Turina Ambeniz (344) | 30,50 |

"TOAST AUX ÉTUDIANTS RÉVOLUTIONNAIRES"

par Joseph BERNET-ROLLANDE

« Les thèses qui suivent ne sont pas à prendre ou à laisser. Leur conclusion ne peut être que provisoire car incomplète.

« Ma critique ne peut être que partielle puisque ce n'est qu'une critique de l'Université. Que les fausses évidences soient secouées une dernière fois et qu'elles contribuent à poser la question sociale dans sa vérité simple. »

J. B.-R. Octobre 1974.

BANALITES ELEMENTAIRES SUR L'UNIVERSITE SUIVIES DE BANALITES RELATIVES AUX ETUDIANTS

« Salauds ! On les connaît vos écoles, vos lycées, vos lieux de plaisir et de souffrances. Y prendrait-on quelque élan, ce serait pour aller se casser la gueule contre ces mosaïques de sales petits intérêts, qui servent de sol, de murs, de plafond à vos bâtiments publics et demeures privées. »

RENE CREVEL.

— 1.

La réalité de l'Université est fondamentalement déterminée par la réalité de l'économie capitaliste. Sa fonction est double :

a) Elle doit produire les spécialistes nécessaires à la reproduction du système et destinés à un travail précis et parcellaire et marginaliser de l'autre tous ceux qui ne sont pas nécessaires dans l'immédiat et qui constituent un volant de chômage.

b) Dans les deux cas elle joue un rôle d'inculcation idéologique en justifiant les valeurs de la bourgeoisie.

— 1 bis.

Il s'agit, en un mot, de « former des individus aptes à vivre dans la société telle qu'elle est » (a) et qui reproduiront les rapports bourgeois de spécialisation, de hiérarchie et de séparation.

— 2.

Elle est également contradictoire : l'Université en temps que dépositaire de la « culture » (qu'on peut définir comme l'ensemble des éléments par lesquels une société se pense et se montre à elle-même) doit continuer à former de « vrais » chercheurs, de « vrais » scientifiques ayant pour rôle le développement de cette culture.

— 3.

La contradiction entre la fonction sociale et culturelle de l'Université n'est pas unique : l'Université est inadaptée aux propres exigences de l'industrie capitaliste (coupure entre enseignement et réalités professionnelles).

— 4.

Le milieu étudiant est caractérisé par son hétérogénéité.

C'est un groupe transitoire (on ne naît pas étudiant, on en meurt rarement), extérieur au processus de production (b), dont les éléments ont des origines sociales différentes et des perspectives d'avenir diverses.

Il n'y a pas une classe ou une couche étudiante mais une condition d'étudiant.

— 5.

Agés de 18 à 25 ans (la durée des études est en général de 3 à 7 ans), les étudiants forment un clan à part dans la société, même à l'égard des autres jeunes (c) (apprentis, J.O., etc.), qui constituent comme eux une force de travail en formation, victimes en cela de l'opposition entretenue par la bourgeoisie et son système éducatif

entre le manuel et l'intellectuel (celui qui travaille — celui qui étudie).

— 5 bis.

Isolés, les étudiants le sont aussi entre eux :

a) Par la nature d'un enseignement qui les spécialise et développe un « esprit d'amphi » (les économistes, les juristes...).

b) Par la compétition individuelle (examens) qui favorise l'individualisme et rend toute action collective difficile.

— 6.

Il ne s'agit pas de se masturber sur les capacités révolutionnaires des étudiants. Si bon nombre d'entre eux sont unanimes à dénoncer l'ennui qui règne dans les facultés, la majorité est incapable de renverser la vapeur du quotidien (il suffit de vivre avec eux pour voir quelle est la pauvreté absolue de leurs possibilités créatrices, ludiques ?) Il est donc très optimiste de parler d'étudiants révolutionnaires : au plus existe-t-il des étudiants en révolution.

— 7.

A travers l'urbanisme-caserne des facultés qui « modèle l'étudiant mieux que six mois de service militaire ne pourraient le faire » (d) et l'ennui qui s'échappe par grosses bouffées (« ce n'est pas une métaphore : la fumée de tabac est un signe très réel de l'ennui des étudiants » (e), enfermés dans l'image qui confère à l'étudiant un côté frondeur, les « étudiants révolutionnaires » tendent souvent à s'organiser en contre-société. Mais le côté non conformiste a perdu de sa vertu de scandale et leur culture révolutionnaire est aussi éloignée de la réalité que la culture bourgeoise.

PREMIERES MENACES EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE (UN PEU DE DEMAGOGIE, ON NE SAIT JAMAIS)

« Que les doyens doyennent, les flics flicailent et que les révolutionnaires fassent la révolution. »

(Mai 1968. CENSIER.)

— 8.

Face aux problèmes qui traversent l'Université (et qui contribuent à remettre en cause le système capitaliste) des « solutions » sont avancées. On parle de « démocratisation » en présentant des mesures importantes qui peuvent effectivement améliorer l'Université existante (f) mais qui ne remettent pas en cause sa fonction sociale de sélection de l'« élite ».

— 8 bis.

Il ne s'agit pas d'étendre ou d'améliorer les privilèges universitaires mais de les abolir. « ... Une société qui s'efforce d'instaurer le système le plus efficace pour le recrutement de ses futurs privilégiés n'en est pas moins pour autant une société basée sur l'existence de privilégiés. » (g)

— 8 ter.

Le caractère de classe de l'Université réside dans l'enseignement qu'elle prodigue et dans sa fonction sociale qui consiste à reproduire le système bourgeois ; que demain les facultés soient composées entièrement de fils de prolétaires, l'Université n'en gardera pas moins un caractère de classe du fait de la valeur et de la forme de son enseignement.

De toute façon, avec l'entrée massive des enfants de la petite-bourgeoisie dans l'Université (la classe ouvrière et la paysannerie restant tout aussi sous-représentées que par le passé) on a assisté à un

transfert vers les grandes écoles, du rôle traditionnel de sélection de l'« élite » qui caractérisait l'Université. Témoins en sont les propos de Georges POMPIDOU aux élèves de Centrale (h) : « A l'heure où notre vieille Université s'écroule, vous êtes les meilleurs points d'ancrage pour la formation des cadres de la nation. »

— 9.

En fait l'Université est blessée à mort. Il est aussi inutile de parler de son avenir que de son passé. La solution ne viendra pas de l'intérieur de l'Université par une quelconque réformette mais par l'abolition de la condition étudiante et de la profession enseignante, pour une éducation permanente où il n'y ait plus la séparation travailleur-enseignant-enseigné, c'est-à-dire qu'une réforme vraie de l'Université n'est possible qu'en bouleversant la société actuelle. Mais une Université critique ne peut se borner à la critique de l'Université ! En abolissant la division sociale du travail et en faisant « entrer la vie » dans l'Université on va la faire définitivement éclater. Il ne s'agit pas alors de « freiner sa désagrégation mais au contraire (de) s'employer activement à créer un système d'enseignement entièrement nouveau... abolir le culte du livre unique source de savoir, de se baser principalement sur l'expérience, en se servant aussi des livres qui seront certainement tous à récrire. » (i)

— 10.

Sans prétendre légiférer quant aux formes que prendront les luttes à venir, on peut dire que tout mouvement révolutionnaire étudiant futur, s'il se veut efficace, devra s'insérer dans un mouvement général dont l'engagement politique sera basé sur la critique, par les travailleurs, de la société. Il s'agira, pour les étudiants, de choisir leur camp. « Le prolétariat comptera ses alliés en jugeant sur pièce. » (j)

S'insérer dans un mouvement général sans pour autant céder au crétinisme ouvrieriste des « mauvaises consciences de prolétaires » qui veulent se mettre « au service » des travailleurs ou à la conception selon laquelle la critique de la société ne peut être apportée que de l'extérieur de la classe ouvrière par les intellectuels petits-bourgeois qui se radicalisent. Il ne s'agit pas de refuser le rôle de futur cadre au service du Capital pour brigner celui de cadre révolutionnaire du mouvement ouvrier. Pas d'avant-garde séparée : c'est de la société que peut surgir la critique sociale et d'elle seule.

— 11.

Les luttes de demain devront nécessairement se mener à travers une solidarité effective entre étudiants et travailleurs qui devra combattre en son sein les rapports bourgeois de séparation et la coupure entre le langage du savoir et celui de l'action.

Joseph BERNET-ROLLANDE.

NOTULES

- Edgar FAURE : « Apprendre à être ».
- En tant qu'étudiant (il existe des étudiants salariés mais...).
- Qui ne constituent pas plus un groupe homogène.
- e) Tract signé abbé MESLIER, d'origine « inconnue ».
- C'est la position de la gauche unie et de son programme commun de gouvernement. Il s'agit pour l'essentiel, outre l'attribution de bourses d'études, d'améliorer les conditions de travail (amphis supplémentaires...) et l'enseignement (nouveaux programmes...).
- Claude MARTIN : « Socialisme ou Barbarie » n° 34 (mai 1963).
- Michel BONIN : « La Rue » n° 4 (2^e semestre 1969).
- « Solidarité Ouvrière » juin 1973, n° 26.